

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1679

[C — 2004/27085]

1^{er} AVRIL 2004. — Décret relatif à la mobilité et à l'accessibilité locales (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Généralités : objectifs et définitions

Article 1^{er}. Le présent décret a pour objet :

1° l'élaboration concertée dans les communes et les bassins urbains de mobilité d'un outil de planification destiné à organiser et à améliorer l'accessibilité aux lieux de vie et d'activités, tant pour les personnes que pour les marchandises, dans un souci de développement durable;

2° la mise en œuvre coordonnée des mesures d'organisation ou d'infrastructure issues de cette planification et leur évaluation.

Art. 2. Dans le présent décret, il faut entendre par :

1° agglomération urbaine : l'ensemble des communes, définies par le Gouvernement, constituant un bassin cohérent en termes de déplacements urbains autour de Charleroi, La Louvière, Liège, Mons, Namur, Tournai et Verviers;

2° commission régionale : la Commission régionale wallonne de l'Aménagement du Territoire telle que définie par les articles 5 et 6 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

3° commission consultative : la commission consultative communale en aménagement du territoire telle que définie par l'article 7 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

4° commission locale de développement rural : la commission locale de développement rural telle que définie par l'article 4 du décret du 6 juin 1991 relatif au développement rural;

5° Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable : le Conseil wallon de l'Environnement pour un Développement durable créé en exécution du décret du 21 avril 1994 relatif à la planification en matière d'environnement dans le cadre du développement durable;

6° conseiller en mobilité : la personne disposant de compétences en matière de mobilité, selon les critères déterminés par le Gouvernement.

TITRE II. — De l'organisation des déplacements, de l'accessibilité et du stationnement à l'échelle de l'agglomération urbaine**CHAPITRE I^{er}. — Du plan urbain de mobilité, outil de conception et de coordination**

Art. 3. § 1^{er}. Le plan urbain de mobilité est un document d'orientation de l'organisation et de la gestion des déplacements, du stationnement et de l'accessibilité générale relevant de l'échelle d'une agglomération urbaine.

§ 2. Le plan urbain de mobilité poursuit les objectifs suivants :

1° l'organisation des éléments structurants des déplacements, du stationnement et de l'accessibilité aux lieux de vie et d'activités à l'échelle de l'agglomération urbaine;

2° la réalisation d'un développement territorial cohérent en matière de mobilité, notamment par la recherche d'une adéquation entre les profils d'accessibilité des sites disponibles et les profils de mobilité des activités et services en développement;

3° la coordination de tous les acteurs concernés par la problématique de la mobilité.

§ 3. Le plan urbain de mobilité contient au minimum :

1° un diagnostic de la mobilité dans l'agglomération urbaine, comportant notamment une carte des profils d'accessibilité selon les différents modes de transport pour l'ensemble du territoire et une présentation des enjeux et des dysfonctionnements majeurs;

2° les objectifs à atteindre en matière de déplacements des personnes et des marchandises et en matière d'accessibilité, pour chacun des modes de déplacement, ainsi que les priorités à assurer, notamment par une représentation cartographiée de la situation projetée à moyen et long termes;

3° des mesures visant à rencontrer les objectifs à atteindre au niveau de l'agglomération urbaine qui nécessitent une coordination entre les communes, concernant notamment la sécurité routière, le développement d'un réseau de transport public structurant, la hiérarchisation et la catégorisation du réseau routier, la réalisation d'un réseau cyclable structurant et l'amélioration du cadre de vie;

4° des recommandations sur l'aménagement du territoire considéré visant à limiter le volume global de déplacements et à mettre en adéquation les profils de mobilité des nouvelles activités à développer avec les profils d'accessibilité définis sur la carte.

§ 4. Le cas échéant, le plan urbain de mobilité mentionne les modifications à apporter aux plans communaux de mobilité existants afin d'assurer les objectifs du plan urbain de mobilité.

CHAPITRE II. — De l'élaboration du plan urbain de mobilité

Art. 4. § 1^{er}. Le Gouvernement élabore un plan urbain de mobilité pour chacune des agglomérations urbaines selon les modalités qu'il définit.

§ 2. Le plan urbain de mobilité est réalisé en concertation avec les communes de l'agglomération urbaine, qui peuvent à tout moment formuler les suggestions qu'elles jugent utiles. La commission régionale est informée régulièrement de l'avancement des travaux et peut à tout moment formuler les suggestions qu'elle juge utiles.

Art. 5. Le Gouvernement adopte provisoirement le projet de plan urbain de mobilité et détermine, conformément à l'article 27, si le projet de plan est soumis à une évaluation de ses incidences environnementales.

Art. 6. § 1^{er}. Le Gouvernement soumet le projet de plan urbain de mobilité ainsi que, le cas échéant, le rapport sur les incidences environnementales à une enquête publique.

L'enquête publique est annoncée, dans chacune des communes de l'agglomération urbaine, tant par voie d'affiches que par un avis inséré dans les pages locales de trois quotidiens d'expression française ou allemande selon le cas. Lorsqu'il existe un bulletin communal d'information ou un journal publicitaire distribué gratuitement sur le territoire communal, l'avis y est inséré. L'enquête publique est également annoncée par un communiqué diffusé à deux reprises par une ou des radios locales et par au moins une télévision locale.

Dès l'annonce de l'enquête, le projet de plan urbain de mobilité, accompagné, le cas échéant, du rapport sur les incidences environnementales, est déposé dans la commune de l'agglomération urbaine, pendant quarante-cinq jours, aux fins de consultation. Les documents sont accessibles les jours ouvrables et, au moins, un jour jusqu'à vingt heures ou le samedi matin.

Au minimum trois séances d'information, dont une au moins après dix-neuf heures, sont organisées en différents lieux répartis sur l'agglomération urbaine, dont une dans la ville centre.

Le début et la fin de l'enquête publique et les lieux, jours et heures des séances d'information sont détaillés dans l'annonce. L'enquête publique est suspendue entre le 16 juillet et le 15 août.

§ 2. Le Gouvernement soumet le projet de plan urbain de mobilité ainsi que, le cas échéant, le rapport sur les incidences environnementales à l'avis de chacune des communes de l'agglomération urbaine, ainsi qu'à l'avis de la commission régionale. Lorsque le plan est soumis à une évaluation de ses incidences environnementales, le projet de plan urbain de mobilité est également soumis au Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable.

Les communes remettent leur avis dans les quarante-cinq jours qui suivent la clôture de l'enquête publique, la commission régionale et, le cas échéant, le Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable dans les quarante-cinq jours de leur saisine; à défaut, il est passé outre à leur avis.

Art. 7. Le Gouvernement adopte le plan urbain de mobilité, pour autant que la majorité des communes de l'agglomération urbaine représentant au moins les deux tiers de la population ait émis un avis favorable, accompagné, le cas échéant, du rapport sur les incidences environnementales. Lorsque le Gouvernement s'écarte de l'avis d'une des communes de l'agglomération urbaine ou de l'avis de la commission régionale, la décision est motivée.

Le plan est mis à la disposition du public selon les modalités arrêtées par le Gouvernement.

CHAPITRE III. — *Des effets, de la mise en œuvre et du suivi du plan urbain de mobilité*

Art. 8. Le plan urbain de mobilité a valeur indicative.

Art. 9. Le Gouvernement rédige un rapport annuel destiné à apprécier l'efficacité des politiques menées en comparant leurs résultats aux objectifs assignés et aux moyens budgétaires disponibles et à évaluer les adaptations à apporter, le cas échéant, au plan urbain de mobilité et aux plans communaux de mobilité à l'intérieur de l'agglomération urbaine.

Ce rapport est adopté par le Gouvernement et ensuite déposé sur le bureau du Conseil régional wallon. Il est mis à la disposition du public selon les modalités visées à l'article 7.

Art. 10. Lorsque le plan a fait l'objet d'un rapport sur ses incidences environnementales, le Gouvernement intègre, dans le rapport visé à l'article 9, le suivi des incidences notables sur l'environnement de la mise en œuvre du plan urbain de mobilité et les éventuelles mesures correctrices à engager.

Art. 11. § 1^{er}. Sur la base du rapport annuel, le Gouvernement peut modifier le plan urbain de mobilité.

A cette fin, le Gouvernement soumet le projet de plan à l'avis de chacune des communes du bassin de mobilité et de la commission régionale. Les communes et la commission régionale remettent leur avis dans les quarante-cinq jours de la demande; à défaut, il est passé outre à leur avis.

Le Gouvernement adopte le plan révisé et le met à la disposition du public selon les modalités qu'il arrête.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, les dispositions réglant l'élaboration du plan urbain de mobilité sont applicables à la révision d'un plan urbain de mobilité lorsque :

1° la révision implique la modification des objectifs définis en application de l'article 3, § 3, 2°;

2° la révision implique que l'une des hypothèses visées à l'article 27 est rencontrée.

TITRE III. — **De l'organisation des déplacements, de l'accessibilité et du stationnement à l'échelle d'une commune**

CHAPITRE I^{er}. — *Du plan communal de mobilité, outil de planification : définition et contenu*

Art. 12. § 1^{er}. Le plan communal de mobilité est un document d'orientation de l'organisation et de la gestion des déplacements, du stationnement et de l'accessibilité générale relevant de l'échelle d'une commune.

§ 2. Dans la continuité des objectifs du plan urbain de mobilité, le cas échéant, le plan communal de mobilité poursuit les objectifs suivants :

1° l'organisation des éléments structurants des déplacements, du stationnement et de l'accessibilité aux lieux de vie et d'activités à l'échelle de la commune;

2° la réalisation d'un développement territorial cohérent en matière de mobilité, notamment par la recherche d'une adéquation entre les profils d'accessibilité des sites disponibles et les profils de mobilité des activités et services en développement.

§ 3. Le plan communal de mobilité contient au minimum :

1° un diagnostic de la mobilité sur le territoire communal, mettant notamment en évidence les enjeux et les dysfonctionnements majeurs;

2° les objectifs à atteindre en matière de déplacements des personnes et des marchandises et en matière d'accessibilité pour chacun des modes de déplacement, ainsi que les priorités à assurer;

3° des mesures et recommandations, comprenant notamment :

- des mesures visant à hiérarchiser et à catégoriser le réseau routier, à apposer une signalisation directionnelle appropriée et à rechercher une complémentarité entre les modes de déplacement, ceci tant pour le déplacement des personnes que pour le déplacement des marchandises;
- des mesures destinées à développer les modes de déplacement les moins polluants;
- des mesures destinées à réduire le nombre et la gravité des accidents de la route;
- des mesures visant à faciliter les déplacements des personnes à mobilité réduite;
- des mesures visant à améliorer la qualité du cadre de vie, notamment par une amélioration de la convivialité des espaces publics et par une diminution des nuisances liées à la mobilité;
- des mesures destinées à assurer la planification optimale et coordonnée des investissements;
- des recommandations sur l'aménagement du territoire considéré visant à limiter le volume global de déplacements.

CHAPITRE II. — *De la commission de suivi, des agréments et des subventions*

Art. 13. Pour chaque plan communal de mobilité, il est créé une commission, ci-après dénommée « commission de suivi », chargée d'accompagner les communes dans l'élaboration des plans communaux de mobilité et de rendre un avis sur les projets de plans.

La commission est composée de :

- un représentant de l'administration ayant en charge les autoroutes et routes;
- un représentant de l'administration ayant en charge les transports;
- un représentant de l'administration ayant en charge les pouvoirs locaux;
- un représentant de l'administration ayant en charge l'aménagement du territoire;
- un représentant de la ou des sociétés de transport en commun couvrant la commune considérée.

Le secrétariat de la commission est assuré par l'administration ayant en charge les transports.

La commission peut consulter toute personne ou instance qu'elle estime utile.

Art. 14. Le Gouvernement agréé, selon les critères et la procédure qu'il arrête, les personnes physiques ou morales, privées ou publiques, qui peuvent être chargées de l'élaboration ou de la révision des plans communaux de mobilité.

Art. 15. § 1^{er}. Dans les limites des budgets disponibles, le Gouvernement peut accorder aux communes des subventions pour l'élaboration d'un plan communal de mobilité.

§ 2. Le Gouvernement définit les conditions de l'octroi de subvention pour l'élaboration d'un plan communal de mobilité.

CHAPITRE III. — *De l'élaboration du plan communal de mobilité*

Art. 16. § 1^{er}. Le plan communal de mobilité est élaboré par le conseil communal.

A cette fin, le conseil communal désigne, parmi les personnes agréées conformément à l'article 14, un auteur de projet qu'il charge de l'élaboration du projet de plan communal de mobilité et, lorsqu'il est requis en vertu du titre 4 du présent décret, du rapport sur les incidences environnementales.

Le conseil communal notifie au Gouvernement sa décision d'élaborer le plan communal de mobilité et la désignation de l'auteur de projet.

§ 2. Le projet de plan communal de mobilité est élaboré après examen du schéma de structure communal lorsqu'il existe ainsi que des plans de déplacements scolaires existants des écoles situées sur le territoire de la commune.

§ 3. La commission de suivi est informée des études préalables et est associée à l'élaboration du plan communal de mobilité. Elle peut à tout moment demander les informations ou formuler les suggestions qu'elle juge utiles, tant à la commune qu'à l'auteur de projet.

Le conseil communal et la commission consultative, ou, à défaut, la commission locale de développement rural, sont informés des études préalables et peuvent à tout moment formuler les suggestions qu'ils jugent utiles.

§ 4. Une synthèse du diagnostic de la mobilité ainsi que, le cas échéant, des objectifs à atteindre est publiée soit dans le bulletin communal, s'il existe, soit dans un feuillet « toutes-boîtes », soit encore dans un journal distribué gratuitement dans toutes les boîtes aux lettres de la commune.

Art. 17. Le conseil communal adopte le projet de plan communal de mobilité et détermine, conformément à l'article 27, si le projet de plan est soumis à une évaluation de ses incidences environnementales.

Art. 18. § 1^{er}. Le conseil communal soumet le projet de plan communal de mobilité, accompagné d'une note de synthèse non technique et, le cas échéant, du rapport sur les incidences environnementales, à une enquête publique.

L'enquête publique est annoncée tant par voie d'affiches que par un avis inséré dans les pages locales de trois quotidiens d'expression française ou allemande selon le cas. Lorsqu'il existe un bulletin communal d'information ou un journal publicitaire distribué gratuitement sur le territoire communal, l'avis d'enquête publique y est inséré. L'enquête publique est également annoncée par un communiqué diffusé à deux reprises par une ou des radios locales ou par au moins une télévision locale.

Dès l'annonce de l'enquête publique, le projet de plan communal de mobilité, accompagné, le cas échéant, du rapport sur les incidences environnementales, est déposé à l'administration communale, pendant quarante-cinq jours, aux fins de consultation. Les documents sont accessibles les jours ouvrables et, au moins, un jour jusqu'à vingt heures ou le samedi matin.

Une ou plusieurs séances d'information, dont une au moins après dix-neuf heures, sont organisées, auxquelles le ou un des conseillers en mobilité de la commune est invité.

Le début et la fin de l'enquête publique et les lieux, jours et heures des séances d'information sont détaillés dans l'annonce. L'enquête publique est suspendue entre le 16 juillet et le 15 août.

§ 2. Le collège des bourgmestre et échevins soumet le projet de plan communal de mobilité, les réclamations et observations de l'enquête publique, ainsi que, le cas échéant, le rapport sur les incidences environnementales à la commission consultative, ou, à défaut, à la commission locale de développement rural, pour avis. L'avis est rendu dans les quarante-cinq jours à dater de la demande. A défaut, la procédure est poursuivie.

Le collège des bourgmestre et échevins peut également soumettre le projet de plan communal de mobilité à l'avis des personnes et instances qu'il juge utile de consulter. Celles-ci rendent leur avis dans les quarante-cinq jours à dater de la demande. A défaut, il est passé outre à leur avis.

Art. 19. Le collège soumet le projet de plan communal de mobilité, accompagné, le cas échéant, du rapport sur les incidences environnementales, les réclamations et observations de l'enquête publique et de l'avis de la commission consultative ou de l'avis de la commission locale de développement rural, à la commission de suivi.

Dans les soixante jours de la réception du plan, la commission de suivi transmet au conseil communal un avis, exprimant le cas échéant les avis spécifiques de ses membres, sur :

1° la conformité du plan communal de mobilité aux schémas, plans et programmes régionaux, ainsi qu'au plan urbain de mobilité, si la commune relève d'un bassin urbain de mobilité et que ce plan a été adopté;

2° l'opportunité des mesures et recommandations du plan communal de mobilité qui portent sur des infrastructures régionales ou sur des services des sociétés de transport en commun;

3° l'adéquation du plan communal de mobilité au regard du contenu défini à l'article 12 du présent décret.

Le délai de soixante jours est suspendu entre le 16 juillet et le 15 août. A défaut d'un avis, la procédure est poursuivie.

Art. 20. Sur avis de la commission de suivi, ou en l'absence d'avis transmis dans le délai prescrit à l'article 19, le conseil communal adopte le plan communal de mobilité accompagné, le cas échéant, du rapport sur les incidences environnementales.

Le conseil communal motive les éléments du plan communal de mobilité qui seraient contraires aux avis de la commission de suivi, de la commission consultative, ou, à défaut, de la commission locale de développement rural, ou de l'enquête publique.

Le public est informé de l'adoption du plan suivant les modes prévus à l'article 112 de la loi communale.

Art. 21. § 1^{er}. Le conseil communal adresse, pour information, une copie du plan communal de mobilité à la commission régionale et à la commission de suivi.

§ 2. Le conseil communal adresse une expédition du plan communal de mobilité avec le dossier au Gouvernement.

Le Gouvernement peut annuler la décision du conseil communal par arrêté motivé envoyé dans les soixante jours à dater de la réception du dossier complet.

Par décision motivée, le Gouvernement peut proroger le délai de trente jours.

CHAPITRE IV. — *Des effets, de la mise en œuvre et du suivi des plans communaux*

Art. 22. Le plan communal de mobilité a valeur indicative à l'égard de la commune.

Art. 23. § 1^{er}. Le Gouvernement peut octroyer à une commune ayant adopté un plan communal de mobilité des moyens financiers en vue de réaliser :

- des études complémentaires;
- des projets issus du plan communal de mobilité.

Le Gouvernement détermine les catégories d'études et de projets susceptibles d'être financés, et les modalités de financement.

§ 2. Le Gouvernement peut, selon les modalités qu'il fixe, octroyer une subvention aux communes qui réunissent les données nécessaires à la construction d'indicateurs de mobilité, dont il détermine la liste.

§ 3. Aux conditions qu'il détermine, le Gouvernement peut octroyer une subvention aux communes pour l'engagement ou le maintien de l'engagement d'un conseiller en mobilité.

Art. 24. § 1^{er}. Le collège des bourgmestre et échevins transmet annuellement au conseil communal, à la commission de suivi et à la commission consultative, ou, à défaut, à la commission locale de développement rural un rapport d'évaluation destiné à apprécier l'avancement du plan communal de mobilité et les modifications éventuelles à apporter au plan communal de mobilité.

La commission consultative, ou, à défaut, la commission locale de développement rural, et la commission de suivi peuvent formuler au conseil communal toute suggestion qu'elles jugent utile à la lecture du rapport.

§ 2. Le rapport d'évaluation analyse la situation de chaque mode de déplacement, du stationnement et de la sécurité routière au moins une fois sur l'espace de trois ans.

Le public en est informé suivant les modes prévus à l'article 112 de la loi communale.

Art. 25. Lorsque le plan a fait l'objet d'un rapport sur ses incidences environnementales, le rapport d'évaluation intègre le suivi des incidences notables sur l'environnement de la mise en œuvre du plan communal de mobilité et les éventuelles mesures correctrices à engager.

Art. 26. § 1^{er}. Le conseil communal peut décider la révision du plan communal de mobilité, notamment lorsqu'un plan urbain de mobilité le prévoit, lorsque le rapport d'évaluation le préconise ou sur avis de la commission de suivi.

A cette fin, le conseil communal prend l'avis de la commission consultative, ou, à défaut, de la commission locale de développement rural et de la commission de suivi sur le projet de plan révisé. Cet avis est remis dans les quarante-cinq jours de la demande; à défaut, la procédure est poursuivie.

Le conseil communal adopte le plan révisé et en adresse une copie à la commission de suivi et au Gouvernement conformément à l'article 21. Le public est informé suivant les modes prévus à l'article 112 de la loi communale.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, les dispositions réglant l'élaboration du plan communal de mobilité sont applicables à la révision d'un plan communal de mobilité lorsque :

- 1° la révision est globale ou implique la modification des objectifs définis en application de l'article 12, § 3, 2°;
- 2° la révision implique que l'une des hypothèses visées à l'article 27 est rencontrée.

TITRE IV. — De la procédure d'évaluation des incidences sur l'environnement des plans urbains et plans communaux de mobilité

Art. 27. Conformément à l'article 5 ou à l'article 17 du présent décret, le Gouvernement, dans le cas d'un plan urbain de mobilité, ou le conseil communal, dans le cas d'un plan communal de mobilité, détermine si le projet de plan :

1° est susceptible de définir le cadre dans lequel pourra être autorisée la mise en œuvre des projets soumis à étude d'incidences, conformément au décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne;

2° est susceptible d'affecter de manière significative une zone désignée conformément aux directives 79/409/C.E.E. du Conseil du 2 avril 1979, concernant la conservation des oiseaux sauvages, et 92/43/C.E.E. du Conseil du 21 mai 1992, concernant la conservation des habitats naturels, ainsi que de la faune et de la flore sauvages.

Art. 28. Lorsqu'il estime que les hypothèses définies à l'article 27 ne sont pas rencontrées, le Gouvernement sollicite à cet égard l'avis de la commission régionale et du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable. Les avis portent sur l'existence d'une des hypothèses de l'article 27. Les avis sont transmis dans les trente jours de la demande au Gouvernement. A défaut, il est passé outre à leur avis. Au vu des avis émis, le Gouvernement détermine, par décision motivée, si le projet de plan ne doit pas faire l'objet d'un rapport sur les incidences environnementales.

Lorsqu'il estime que les hypothèses définies à l'article 27 ne sont pas rencontrées, le conseil communal sollicite à cet égard l'avis de la commission consultative ou, à défaut, de la commission locale de développement rural. Les avis portent sur l'existence d'une des hypothèses de l'article 27. Les avis sont transmis dans les trente jours de la demande au conseil communal. A défaut, il est passé outre à leur avis. Au vu des avis émis, le conseil communal détermine, par décision motivée, si le projet de plan ne doit pas faire l'objet d'un rapport sur les incidences environnementales.

Art. 29. Lorsque l'une des hypothèses définies à l'article 27 est rencontrée, le Gouvernement ou le conseil communal élabore un projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales relatif à la mise en œuvre du plan projeté comprenant les informations énumérées en annexe du présent décret.

Le Gouvernement soumet le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales et le projet de plan adopté provisoirement pour avis à la commission régionale ainsi qu'au Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable.

Le conseil communal soumet le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales et le projet de plan adopté provisoirement pour avis à la commission consultative ou, le cas échéant, à la commission locale de développement rural. Les avis portent sur l'ampleur et la précision des informations que le rapport doit contenir. Les avis sont transmis dans les trente jours de la demande du Gouvernement ou du conseil communal. A défaut, il est passé outre à ces avis.

Au regard des avis émis sur le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales, le Gouvernement ou le conseil communal arrête le contenu dudit rapport, compte tenu des informations qui peuvent être raisonnablement exigées, des connaissances et des méthodes d'évaluation existantes, du degré de précision du plan, et du fait que certains de ses aspects peuvent devoir être intégrés à un autre niveau planologique où il peut être préférable de réaliser l'évaluation, afin d'éviter une répétition de celle-ci.

Le rapport sur les incidences environnementales peut être fondé notamment sur les renseignements utiles obtenus lors d'évaluations environnementales effectuées précédemment sur des plans ou des programmes.

Art. 30. Lorsque le projet de plan fait l'objet d'un rapport sur les incidences environnementales et qu'il est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement d'une autre Région, d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à la Convention d'Espoo du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, le projet de plan accompagné du rapport sur les incidences environnementales et des informations éventuelles sur les incidences transfrontières est transmis aux autorités compétentes de cette autre Région, de cet autre Etat membre de l'Union européenne ou de cet autre Etat partie à la Convention d'Espoo.

Le Gouvernement détermine :

- 1° les instances chargées de la transmission des documents aux autorités visées à l'alinéa 1^{er};
- 2° les modalités selon lesquelles les autorités compétentes de la Région ou de l'Etat susceptibles d'être affectés peuvent participer à la procédure d'évaluation des incidences sur l'environnement;
- 3° les modalités suivant lesquelles le plan, la déclaration environnementale et les avis émis visés aux articles 6, § 2, ou 18, § 2, du présent décret sont communiqués aux autorités visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 31. Lorsque le projet de plan a fait l'objet d'un rapport sur ses incidences environnementales, le Gouvernement ou le conseil communal élabore, concomitamment à l'adoption du plan, une déclaration environnementale résumant la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans le plan et dont le rapport sur les incidences environnementales, les avis, réclamations et observations émis sur le projet de plan ont été pris en considération, ainsi que les raisons des choix du plan tel qu'adopté, compte tenu des autres solutions raisonnables envisagées.

La déclaration environnementale est portée à la connaissance du public, en même temps que le plan adopté, conformément aux modalités de publicité des articles 7 et 20.

Lorsqu'elle concerne un plan urbain de mobilité, elle est notifiée pour information, accompagnée d'une copie du plan, au Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable.

TITRE V. — Dispositions finales

Art. 32. Les communes disposant d'un plan de mobilité adopté au moment de l'entrée en vigueur du présent décret peuvent bénéficier des moyens de financement prévus à l'article 23 du présent décret durant une période limitée aux deux années budgétaires qui suivent l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 33. Les plans communaux de mobilité existants peuvent être assimilés au plan communal de mobilité défini à l'article 12, lorsque la commission de suivi, à laquelle le conseil communal soumet le plan communal de mobilité existant, remet un avis favorable :

- quant à la conformité du plan communal de mobilité existant aux schémas, plans et programmes régionaux en matière de mobilité, ainsi qu'au plan urbain de mobilité, si la commune relève d'un bassin urbain de mobilité et que ce plan a été adopté;

- quant à la qualité du plan communal de mobilité existant au regard du contenu défini à l'article 12 du présent décret.

Le Gouvernement décide si le plan communal de mobilité existant est assimilé au plan communal de mobilité défini à l'article 12 dans les soixante jours de l'avis favorable de la commission de suivi.

Lorsque la commission émet un avis défavorable ou conditionnel, le conseil communal peut réviser ou compléter le plan communal de mobilité. Le Gouvernement peut accorder des subventions pour les études nécessaires à ces modifications des plans communaux de mobilité existants.

Art. 34. Au Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er} de l'article 6, les termes « par le présent Code » sont remplacés par les termes « par le présent Code ou par décret »;

2° à l'article 7, § 3, 2°, les termes « patrimoniaux et environnementaux » sont remplacés par les termes « patrimoniaux, environnementaux et de mobilité »;

3° à l'alinéa 1^{er} de l'article 48, les termes « après examen du schéma de structure s'il existe » sont remplacés par les termes « après examen du schéma de structure et du plan communal de mobilité s'ils existent ».

Art. 35. Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 1^{er} avril 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Ph. COURARD

—
Note

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du Conseil 649 (2003-2004) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance publique du 31 mars 2004

Discussion - Vote.

—
Annexe

Les informations que doit comporter le rapport sur les incidences environnementales comprennent :

1° un résumé du contenu, une description des objectifs du plan ainsi que ses liens avec d'autres plans et programmes pertinents;

2° les aspects pertinents de la situation environnementale ainsi que son évolution probable si le plan n'est pas mis en œuvre;

3° les caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées de manière notable;

4° les problèmes environnementaux liés au plan, en particulier ceux qui concernent les zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux directives 79/409/C.E.E. du Conseil du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages et 92/43/C.E.E. du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

5° les objectifs pertinents en matière de protection de l'environnement et la manière dont ils sont pris en considération dans le cadre de l'élaboration du plan;

6° les effets notables probables sur l'environnement, y compris sur la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel en ce compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs;

- 7° les mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire et, dans la mesure du possible, compenser toute incidence négative notable de la mise en œuvre du plan sur l'environnement;
- 8° la présentation des alternatives possibles, de leur justification et les raisons des choix retenus;
- 9° une description de la méthode d'évaluation retenue et des difficultés rencontrées lors de la collecte des informations requises;
- 10° les mesures envisagées pour assurer le suivi de la mise en œuvre du plan;
- 11° un résumé non technique des informations visées ci-dessus.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 1679

[C — 2004/27085]

1. APRIL 2004 — Dekret über die lokale Mobilität und die lokale Zugänglichkeit (1)

Der Wallonische Regionalrat hat das Folgende angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

TITEL I — Allgemeines: Zielsetzung und Definitionen

Artikel 1 - Das vorliegende Dekret hat zum Gegenstand:

- 1° die Erstellung in den Gemeinden und den städtischen Mobilitätsgebieten eines Planungsinstruments, das dazu bestimmt ist, die Zugänglichkeit zu den Lebens- und Aktivitätsstandorten sowohl für die Personen als auch für die Güter im Sinne der nachhaltigen Entwicklung zu organisieren und zu verbessern;
- 2° die koordinierte Umsetzung der aus dieser Planung stammenden Organisations- bzw. Infrastrukturmaßnahmen und deren Bewertung.

Art. 2 - In dem vorliegenden Dekret gelten folgende Definitionen:

- 1° Ballungsgebiet: die Gesamtheit der durch die Regierung bestimmten Gemeinden, die ein kohärentes Gebiet hinsichtlich des Stadtverkehrs um Charleroi, La Louvière, Lüttich, Mons, Namur, Tournai und Verviers bilden;
- 2° Regionalausschuss: der Regionalausschuss für Raumordnung so wie in den Artikeln 5 und 6 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe definiert;
- 3° Beratungsausschuss: der kommunale Beratungsausschuss für Raumordnung so wie in Artikel 7 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe definiert;
- 4° örtliche Kommission zur ländlichen Entwicklung: die örtliche Kommission zur ländlichen Entwicklung so wie in Artikel 4 des Dekrets vom 6. Juni 1991 über die ländliche Entwicklung definiert;
- 5° Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung: der Wallonische Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung, der in Durchführung des Dekrets vom 21. April 1994 zur umweltspezifischen Planung im Rahmen einer dauerhaften Entwicklung gegründet worden ist;
- 6° Mobilitätsberater: die Person, die gemäß den durch die Regierung bestimmten Kriterien über Kompetenzen im Bereich der Mobilität verfügt.

TITEL II — Die Organisation des Verkehrs, die Zugänglichkeit und das Parken auf Ebene des Ballungsgebiets

KAPITEL I — Der städtische Mobilitätsplan als Planungs- und Koordinierungsinstrument

Art. 3 - § 1. Der städtische Mobilitätsplan ist ein Dokument zur Orientierung der Organisation und der Verwaltung des Verkehrs, des Parkens und der allgemeinen Zugänglichkeit auf Ebene eines Ballungsgebiets.

§ 2. Der städtische Mobilitätsplan verfolgt folgende Ziele:

- 1° die Organisation der strukturierenden Elemente des Verkehrs, des Parkens und der Zugänglichkeit zu den Lebens- und Aktivitätsstandorten auf Ebene des Ballungsgebiets;
- 2° die Verwirklichung einer in Sachen Mobilität kohärenten räumlichen Entwicklung, insbesondere durch das Streben nach einer Übereinstimmung zwischen den Zugänglichkeitsprofilen der verfügbaren Standorte und den Mobilitätsprofilen der sich entwickelnden Aktivitäten und Dienstleistungen.
- 3° die Koordinierung aller durch die Problematik der Mobilität betroffenen Sektore.

§ 3. Der städtische Mobilitätsplan enthält mindestens:

- 1° einen Befund über die Mobilität in dem Ballungsgebiet, der u.a. eine Karte der Zugänglichkeitsprofile gemäß den verschiedenen Beförderungsmitteln für die Gesamtheit des Gebiets und eine Vorstellung der hauptsächlichen Herausforderungen und Fehlfunktionen enthält;
- 2° die in Sachen Beförderung der Personen und der Güter und in Sachen Zugänglichkeit für jede Verkehrsform zu erreichenden Ziele sowie die insbesondere durch eine kartographische Darstellung der Situation mit mittel- und langfristiger Projektierung zu sichernden Prioritäten;
- 3° Maßnahmen, um den auf Ebene des Ballungsgebiets zu erreichenden Zielen entgegenzukommen, die eine Koordinierung zwischen den Gemeinden, die insbesondere die Sicherheit im Straßenverkehr, die Entwicklung eines strukturierenden öffentlichen Verkehrsnetzes, die Hierarchisierung und die Kategorisierung des Straßennetzes, die Erbauung eines strukturierenden Radwegenetzes und die Aufbesserung des Lebensrahmens betrifft, erforderlich machen;
- 4° Empfehlungen über die Einrichtung des betreffenden Gebiets im Hinblick auf die Begrenzung des Gesamtvolumens des Verkehrs und auf die Anpassung der Mobilitätsprofile der neuen zu entwickelnden Aktivitäten an die auf der Karte bestimmten Zugänglichkeitsprofile.

§ 4. In dem städtischen Mobilitätsplan werden gegebenenfalls die Abänderungen angegeben, die an den bestehenden kommunalen Mobilitätsplänen anzubringen sind, um die Zielsetzung des städtischen Mobilitätsplans zu gewährleisten.

KAPITEL II — *Die Erstellung des städtischen Mobilitätsplans*

Art. 4 - § 1. Die Regierung erstellt einen städtischen Mobilitätsplan für jedes der Ballungsgebiete gemäß den Modalitäten, die sie bestimmt.

§ 2. Der städtische Mobilitätsplan wird in Konzertierung mit den Gemeinden des Ballungsgebiets erstellt, die zu jeder Zeit die Vorschläge, die sie als angebracht betrachten, anbringen können. Der Regionalausschuss wird regelmäßig über den Fortschritt der Arbeiten informiert und kann zu jeder Zeit die Vorschläge, die er als angebracht betrachtet, anbringen.

Art. 5 - Die Regierung verabschiedet den städtischen Mobilitätsplan vorläufig und bestimmt gemäß dem Artikel 27, ob der entworfene Plan einer Bewertung seiner Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt unterliegen muss.

Art. 6 - § 1. Die Regierung unterzieht den Entwurf eines städtischen Mobilitätsplans sowie gegebenenfalls den Bericht über die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt einer öffentlichen Untersuchung.

Die öffentliche Untersuchung wird in jeder der Gemeinden des Ballungsgebiets sowohl durch Anschlag als auch mittels einer Mitteilung auf den lokalen Seiten von drei Tageszeitungen französischer bzw. deutscher Sprache, je nach Fall, angekündigt. Wenn ein Gemeinde-Informationsblatt oder eine kostenlos auf dem Gebiet der Gemeinde zugestellte Reklamezeitung besteht, wird die Bekanntmachung dort veröffentlicht. Die öffentliche Untersuchung wird ebenfalls zweimal durch einen oder mehrere lokale Rundfunksender und durch mindestens einen lokalen Fernsehsender mitgeteilt.

Sofort nach der Bekanntgabe der Untersuchung wird der Entwurf eines städtischen Mobilitätsplans, dem der Bericht über die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt gegebenenfalls beigefügt wird, in der Gemeinde des Ballungsgebiets während fünfundvierzig Tagen zur Einsichtnahme hinterlegt. Die Unterlagen sind an den Werktagen und mindestens an einem Tag bis zwanzig Uhr oder am Samstag vormittag einsehbar.

Mindestens drei Informationsversammlungen, von denen mindestens eine nach neunzehn Uhr stattfindet, werden an verschiedenen im Ballungsgebiet verteilten Orten, von denen einer in der zentralen Stadt liegt, organisiert.

Der Beginn und das Ende der öffentlichen Untersuchung sowie die Orte, Tage und Zeiten der Informationsversammlungen werden in der Mitteilung genau angegeben. Die öffentliche Untersuchung ist zwischen dem 16. Juli und dem 15. August ausgesetzt.

§ 2. Die Regierung unterzieht den Entwurf eines städtischen Mobilitätsplans sowie gegebenenfalls den Bericht über die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt der Begutachtung jeder der Gemeinden des Ballungsgebiets und der Begutachtung des Regionalausschusses. Wenn der Plan einer Bewertung seiner Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt unterliegt, wird der Entwurf des städtischen Mobilitätsplans ebenfalls dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung vorgelegt.

Die Gemeinden geben ihr Gutachten innerhalb von fünfundvierzig Tagen nach dem Abschluss der öffentlichen Untersuchung ab; der Regionalausschuss und gegebenenfalls der Wallonische Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung tun dasselbe innerhalb von fünfundvierzig Tagen, nachdem sie befasst wurden; in Ermangelung davon wird ihr Gutachten außer Acht gelassen.

Art. 7 - Die Regierung verabschiedet den städtischen Mobilitätsplan, insofern die Mehrheit der Gemeinden des Ballungsgebiets, die mindestens zwei Drittel der Bevölkerung vertreten, ein günstiges Gutachten, dem gegebenenfalls ein Bericht über die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt beigefügt wird, abgegeben haben. Wenn die Regierung von dem Gutachten einer der Gemeinden des Ballungsgebiets oder dem Gutachten des Regionalausschusses abweicht, wird die Entscheidung begründet.

Der Plan wird der Allgemeinheit gemäß den durch die Regierung bestimmten Modalitäten zur Verfügung gestellt.

KAPITEL III — *Die Auswirkungen, die Durchführung und die Weiterbehandlung des städtischen Mobilitätsplans*

Art. 8 - Der städtische Mobilitätsplan ist unverbindlich und dient zur Unterrichtung.

Art. 9 - Die Regierung verfasst einen jährlichen Bericht, der dazu bestimmt ist, die Wirksamkeit der betriebenen Politik zu bewerten, indem deren Ergebnisse mit den vorgeschriebenen Zielen und den verfügbaren Haushaltsmitteln verglichen werden, und die Anpassungen zu bewerten, die gegebenenfalls an dem städtischen Mobilitätsplan und an den kommunalen Mobilitätsplänen innerhalb des Ballungsgebiets anzubringen sind.

Dieser Bericht wird durch die Regierung verabschiedet und danach dem Wallonischen Regionalrat vorgelegt. Er wird der Allgemeinheit gemäß den in Artikel 7 erwähnten Modalitäten zur Verfügung gestellt.

Art. 10 - Wenn der Plan Gegenstand eines Berichts über die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt gewesen ist, integriert die Regierung die Weiterbehandlung der sichtlichen Ein- und Auswirkungen der Durchführung des städtischen Mobilitätsplans auf die Umwelt und die etwaigen einzuleitenden Korrekturmaßnahmen in den in Artikel 9 erwähnten Bericht.

Art. 11 - § 1. Auf der Grundlage des jährlichen Berichts kann die Regierung den städtischen Mobilitätsplan abändern.

Zu diesem Zweck unterzieht die Regierung den Planentwurf der Begutachtung jeder der Gemeinden des Mobilitätsgebiets und des Regionalausschusses. Die Gemeinden und der Regionalausschuss geben ihr Gutachten innerhalb von fünfundvierzig Tagen nach dem Antrag ab; in Ermangelung davon wird ihr Gutachten außer Acht gelassen.

Die Regierung verabschiedet den überarbeiteten Plan und stellt ihn der Allgemeinheit gemäß den durch sie festgesetzten Modalitäten zur Verfügung.

§ 2. In Abweichung von § 1 sind die die Erstellung des städtischen Mobilitätsplans regelnden Bestimmungen auf die Revision eines städtischen Mobilitätsplans anwendbar, wenn:

- 1° die Revision die Abänderung der in Anwendung des Artikels 3, § 3, 2° bestimmten Ziele nach sich zieht;
- 2° die Revision voraussetzt, dass einer der in Artikel 27 erwähnten Hypothesen entsprochen wird.

TITEL III — **Die Organisation des Verkehrs, die Zugänglichkeit und das Parken auf Ebene einer Gemeinde**KAPITEL — *Der städtische Mobilitätsplan als Planungsinstrument: Definition und Inhalt*

Art. 12 - § 1. Der kommunale Mobilitätsplan ist ein Dokument zur Orientierung der Organisation und der Verwaltung des Verkehrs, des Parkens und der allgemeinen Zugänglichkeit auf Ebene einer Gemeinde.

§ 2. In der Kontinuität der Zielsetzung des städtischen Mobilitätsplans verfolgt gegebenenfalls der kommunale Mobilitätsplan die folgenden Ziele:

1° die Organisation der strukturierenden Elemente des Verkehrs, des Parkens und der Zugänglichkeit zu den Lebens- und Aktivitätsstandorten auf Ebene der Gemeinde;

2° die Verwirklichung einer in Sachen Mobilität kohärenten räumlichen Entwicklung, insbesondere durch das Streben nach einer Übereinstimmung zwischen den Zugänglichkeitsprofilen der verfügbaren Standorte und den Mobilitätsprofilen der sich entwickelnden Aktivitäten und Dienstleistungen.

§ 3. Der kommunale Mobilitätsplan enthält mindestens:

1° einen Befund über die Mobilität auf dem kommunalen Gebiet, in dem u.a. die hauptsächlichen Herausforderungen und Fehlfunktionen hervorgehoben werden;

2° die in Sachen Beförderung der Personen und der Güter und in Sachen Zugänglichkeit für jede Verkehrsform zu erreichenden Ziele sowie die zu sichernden Prioritäten;

3° Maßnahmen und Empfehlungen, die u.a. das Folgende enthalten:

- Maßnahmen im Hinblick auf die Hierarchisierung und die Kategorisierung des Straßennetzes, auf das Anbringen einer angemessenen Leitbeschilderung und auf die Suche nach einer Komplementarität zwischen den Verkehrsformen, diese sowohl für den Personenverkehr als auch für den Güterverkehr;

- Maßnahmen im Hinblick auf die Entwicklung der am wenigsten umweltbelastenden Verkehrsformen;

- Maßnahmen im Hinblick auf die Reduzierung der Anzahl und der Schwere der Verkehrsunfälle;

- Maßnahmen im Hinblick auf die Erleichterung der Fortbewegung der Personen mit eingeschränkter Mobilität;

- Maßnahmen im Hinblick auf die Aufbesserung der Qualität des Lebensrahmens, u.a. mittels einer Aufbesserung der Benutzerfreundlichkeit der öffentlichen Freiräume und einer Verringerung der mit der Mobilität verbundenen Belästigungen;

- Maßnahmen zur Sicherung der optimalen und koordinierten Planung der Investitionen;

- Empfehlungen über die Einrichtung des betroffenen Gebiets im Hinblick auf die Begrenzung des globalen Verkehrsvolumens.

KAPITEL II — *Der Überwachungsausschuss, die Zulassungen und die Zuschüsse*

Art. 13 - Für jeden kommunalen Mobilitätsplan wird ein weiter unten «Überwachungsausschuss» genannter Ausschuss gegründet, der damit beauftragt ist, die Gemeinden bei der Erstellung der kommunalen Mobilitätspläne zu unterstützen und ein Gutachten über die entworfenen Pläne abzugeben.

Der Ausschuss besteht aus:

- einem Vertreter der für die Autobahnen und Straßen zuständigen Verwaltung;

- einem Vertreter der für den Transport zuständigen Verwaltung;

- einem Vertreter der für die lokalen Behörden zuständigen Verwaltung;

- einem Vertreter der für die Raumordnung zuständigen Verwaltung;

- einem Vertreter der die betroffene Gemeinde abdeckenden öffentlichen Verkehrsgesellschaft.

Das Sekretariat des Ausschusses wird durch die für den Transport zuständige Verwaltung gewährleistet.

Der Ausschuss kann jegliche Person oder Instanz, die er als von Nutzen betrachtet, zu Rate ziehen.

Art. 14 - Die Regierung lässt gemäß den Kriterien und dem Verfahren, die sie festsetzt, die natürlichen oder juristischen Personen privaten oder öffentlichen Rechts zu, die mit der Erstellung oder der Revision der kommunalen Mobilitätspläne beauftragt werden können.

Art. 15 - § 1. Innerhalb der Grenzen der verfügbaren Haushaltsmittel kann die Regierung den Gemeinden Zuschüsse für die Erstellung eines kommunalen Mobilitätsplans gewähren.

§ 2. Die Regierung bestimmt die Bedingungen für die Gewährung der Zuschüsse für die Erstellung eines kommunalen Mobilitätsplans.

KAPITEL III — *Die Erstellung eines kommunalen Mobilitätsplans*

Art. 16 - § 1. Der kommunale Mobilitätsplan wird durch den Gemeinderat erstellt.

Zu diesem Zweck bezeichnet der Gemeinderat unter den gemäß Artikel 14 zugelassenen Personen einen Projektautor, den er mit der Erstellung des Projekts des kommunalen Mobilitätsplans und mit dem Bericht über die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt, wenn er aufgrund des Titels 4 des vorliegenden Dekrets erforderlich ist, beauftragt.

Der Gemeinderat stellt der Regierung seinen Beschluss, den kommunalen Mobilitätsplan zu erstellen, und die Bezeichnung des Projektautors, zu.

§ 2. Der Entwurf eines kommunalen Mobilitätsplans wird nach Überprüfung des kommunalen Strukturschemas, wenn es besteht, sowie der bestehenden Verkehrspläne der auf dem Gebiet der Gemeinde bestehenden Schulen erstellt.

§ 3. Der Überwachungsausschuss wird über die vorherigen Studien informiert und an der Erstellung des kommunalen Mobilitätsplans beteiligt. Er kann zu jeder Zeit die Informationen anfordern oder die Vorschläge unterbreiten, die er als nützlich betrachtet, dies sowohl bei der Gemeinde als auch beim Projektautor.

Der Gemeinderat und der Beratungsausschuss oder in Ermangelung davon die örtliche Kommission zur ländlichen Entwicklung werden über die vorherigen Studien informiert und können zu jeder Zeit die Vorschläge, die sie als nützlich betrachten, unterbreiten.

§ 4. Eine Synthese der Diagnose über die Mobilität sowie gegebenenfalls der zu erreichenden Ziele wird entweder in dem Gemeinde-Informationsblatt, wenn ein solches Blatt besteht, oder in einer Wurfesendung oder auch in einer kostenlos in alle Briefkästen der Gemeinde zugestellten Zeitung veröffentlicht.

Art. 17 - Der Gemeinderat verabschiedet den Entwurf eines kommunalen Mobilitätsplans und bestimmt gemäß dem Artikel 27, ob der Planentwurf einer Bewertung seiner Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt unterzogen wird.

Art. 18 - § 1. Der Gemeinderat unterzieht den Entwurf des kommunalen Mobilitätsplans, dem eine nicht-technische Zusammenfassungsvermerkung und gegebenenfalls der Bericht über die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt beigefügt werden, einer öffentlichen Untersuchung.

Die öffentliche Untersuchung wird sowohl durch Anschlag als auch mittels einer Mitteilung auf den lokalen Seiten von drei Tageszeitungen französischer bzw. deutscher Sprache, je nach Fall, angekündigt. Wenn ein Gemeinde-Informationsblatt oder eine kostenlos auf dem Gebiet der Gemeinde zugestellte Reklamezeitung besteht, wird die Bekanntmachung in Bezug auf die öffentliche Untersuchung dort veröffentlicht. Die öffentliche Untersuchung wird ebenfalls zweimal durch einen oder mehrere lokale Rundfunksender und durch mindestens einen lokalen Fernsehsender mitgeteilt.

Sofort nach der Bekanntgabe der öffentlichen Untersuchung wird der Entwurf eines kommunalen Mobilitätsplans, dem der Bericht über die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt gegebenenfalls beigelegt wird, bei der Gemeindeverwaltung während fünfundvierzig Tagen zur Einsichtnahme hinterlegt. Die Unterlagen sind an den Werktagen und mindestens an einem Tag bis zwanzig Uhr oder am Samstag vormittag einsehbar.

Eine oder mehrere Informationsversammlungen, von denen mindestens eine nach neunzehn Uhr stattfindet, werden organisiert; der bzw. einer der Mobilitätsberater der Gemeinde wird zu dieser Versammlung eingeladen.

Der Beginn und das Ende der öffentlichen Untersuchung sowie die Orte, Tage und Zeiten der Informationsversammlungen werden in der Mitteilung genau angegeben. Die öffentliche Untersuchung ist zwischen dem 16. Juli und dem 15. August ausgesetzt.

§ 2. Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium legt den Entwurf des kommunalen Mobilitätsplans, die Reklamationen und Bemerkungen der öffentlichen Untersuchung sowie gegebenenfalls den Bericht über die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt dem Beratungsausschuss oder in Ermangelung davon der örtlichen Kommission zur ländlichen Entwicklung zur Begutachtung vor. Das Gutachten wird innerhalb von fünfundvierzig Tagen nach dem Datum des Antrags abgegeben. In Ermangelung davon wird das Verfahren weitergeführt.

Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium kann ebenfalls den Entwurf des kommunalen Mobilitätsplans den Personen und Instanzen zur Begutachtung vorlegen, von denen es meint, dass sie zu Rate gezogen werden sollen. Diese geben ihr Gutachten innerhalb von fünfundvierzig Tagen nach dem Datum des Antrags ab. In Ermangelung davon wird ihr Gutachten außer Acht gelassen.

Art. 19 - Das Kollegium legt den Entwurf des kommunalen Mobilitätsplans, dem gegebenenfalls der Bericht über die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt, die Reklamationen und Bemerkungen der öffentlichen Untersuchung und das Gutachten des Beratungsausschusses oder das Gutachten der örtlichen Kommission zur ländlichen Entwicklung beigelegt werden, dem Überwachungsausschuss vor.

Innerhalb von sechzig Tagen nach Eingang des Plans übermittelt der Überwachungsausschuss dem Gemeinderat ein Gutachten, in dem gegebenenfalls die spezifischen Gutachten seiner Mitglieder über folgende Punkte ausgedrückt werden:

1° die Übereinstimmung des kommunalen Mobilitätsplans mit den regionalen Schemas, Plänen und Programmen, sowie mit dem städtischen Mobilitätsplan, wenn die Gemeinde einem städtischen Mobilitätsgebiet angehört und wenn dieser Plan verabschiedet worden ist;

2° die Zweckmäßigkeit der Maßnahmen und Empfehlungen des kommunalen Mobilitätsplans, die regionale Infrastrukturen oder Dienstleistungen der öffentlichen Verkehrsgesellschaften betreffen;

3° die Angemessenheit des kommunalen Mobilitätsplans im Hinblick auf den in Artikel 12 des vorliegenden Dekrets bestimmten Inhalt;

Die Frist von sechzig Tagen wird zwischen dem 16. Juli und dem 15. August aufgehoben. In Ermangelung eines Gutachtens wird das Verfahren weitergeführt.

Art. 20 - Auf Gutachten des Überwachungsausschusses oder in Ermangelung eines innerhalb der in Artikel 19 vorgeschriebenen Frist übermittelten Gutachtens verabschiedet der Gemeinderat den kommunalen Mobilitätsplan, dem der Bericht über die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt gegebenenfalls beigelegt wird.

Der Gemeinderat begründet die Elemente des kommunalen Mobilitätsplans, die den Gutachten des Überwachungsausschusses, des Beratungsausschusses oder, in Ermangelung davon, der örtlichen Kommission zur ländlichen Entwicklung oder der öffentlichen Untersuchung entgegenstehen würden;

Die Allgemeinheit wird über die Verabschiedung des Plans gemäß den in Artikel 112 des Gemeindegesetzes vorgesehenen Modalitäten informiert.

Art. 21 - § 1. Der Gemeinderat übermittelt dem Regionalausschuss und dem Überwachungsausschuss eine Abschrift des kommunalen Mobilitätsplans zur Information.

§ 2. Der Gemeinderat übermittelt der Regierung eine Ausfertigung des kommunalen Mobilitätsplans zusammen mit der Akte.

Die Regierung kann den Beschluss des Gemeinderats durch einen begründeten Erlass, der innerhalb von sechzig Tagen nach dem Datum des Eingangs der vollständigen Akte zugestellt wird, für nichtig erklären.

Die Regierung kann durch einen begründeten Beschluss die Frist um dreißig Tage verlängern.

KAPITEL IV — *Die Auswirkungen, die Durchführung und die Überwachung der kommunalen Pläne*

Art. 22 - Der kommunale Mobilitätsplan ist unverbindlich und dient zur Unterrichtung der Gemeinde.

Art. 23 - § 1. Die Regierung kann einer Gemeinde, die einen kommunalen Mobilitätsplan verabschiedet hat, finanzielle Mittel gewähren, um:

- weitere Studien,
- aus dem kommunalen Mobilitätsplan entstehende Projekte durchzuführen.

Die Regierung bestimmt die Kategorien von Studien und Projekten, die finanziert werden können, und die Finanzierungsmodalitäten.

§ 2. Die Regierung kann gemäß den durch sie festgesetzten Modalitäten den Gemeinden, die die zur Erstellung von Mobilitätsindikatoren notwendigen Angaben sammeln, deren Liste sie festsetzt, einen Zuschuss gewähren.

§ 3. Zu den durch sie bestimmten Bedingungen kann die Regierung den Gemeinden einen Zuschuss für die Anstellung oder die Weiterbeschäftigung eines Mobilitätsberaters gewähren.

Art. 24 - Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium übermittelt jährlich dem Gemeinderat, dem Überwachungsausschuss und dem Beratungsausschuss oder in Ermangelung davon der örtlichen Kommission zur ländlichen Entwicklung einen Bewertungsbericht, der dazu bestimmt ist, den Fortschritt des kommunalen Mobilitätsplans und die etwaigen an dem kommunalen Mobilitätsplan anzubringenden Abänderungen zu beurteilen.

Der Beratungsausschuss oder in Ermangelung davon die örtliche Kommission zur ländlichen Entwicklung und der Überwachungsausschuss können dem Gemeinderat jeglichen Vorschlag unterbreiten, den sie für das Lesen des Berichts als nützlich betrachten.

§ 2. In dem Bewertungsbericht wird die Situation jeder Verkehrsform, des Parkens und der Sicherheit im Straßenverkehr mindestens einmal im Jahr während drei Jahren analysiert.

Die Allgemeinheit wird darüber gemäß den in Artikel 112 des Gemeindegesetzes vorgesehenen Modalitäten informiert.

Art. 25 - Wenn der Plan Gegenstand eines Berichts über seine Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt gewesen ist, werden die Überwachung der bei der Durchführung des kommunalen Mobilitätsplans entstehenden sichtlichen Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt und die etwaigen einzuleitenden Korrekturmaßnahmen in den Bewertungsbericht integriert.

Art. 26 - § 1. Der Gemeinderat kann die Revision des kommunalen Mobilitätsplans beschließen, insbesondere wenn dies in einem städtischen Mobilitätsplan vorgesehen ist, wenn dies in dem Bewertungsbericht vorgeschrieben ist oder auf Gutachten des Überwachungsausschusses.

Zu diesem Zweck holt der Gemeinderat das Gutachten des Beratungsausschusses oder in Ermangelung davon der örtlichen Kommission zur ländlichen Entwicklung und des Überwachungsausschusses über den überarbeiteten Entwurf des Planes ein. Dieses Gutachten wird innerhalb von fünfundvierzig Tagen nach dem Antrag abgegeben; in Ermangelung davon wird das Verfahren weitergeführt.

Der Gemeinderat verabschiedet den überarbeiteten Plan und übermittelt dem Überwachungsausschuss und der Regierung eine Abschrift davon gemäß Artikel 21. Die Allgemeinheit wird gemäß den in Artikel 112 des Kommunalgesetzes vorgesehenen Modalitäten informiert.

§ 2. In Abweichung von § 1 sind die die Erstellung des kommunalen Mobilitätsplans regelnden Bestimmungen auf die Revision eines kommunalen Mobilitätsplan anwendbar, wenn:

1° die Revision ganzheitlich ist oder die Abänderung der in Anwendung des Artikels 12, § 3, 2° bestimmten Zielsetzungen nach sich zieht;

2° die Revision voraussetzt, dass einer der in Artikel 27 erwähnten Hypothesen entsprochen wird.

TITEL IV — Das Verfahren zur Bewertung der Ein- und Auswirkungen der städtischen und kommunalen Mobilitätspläne auf die Umwelt

Art. 27 - Gemäß Artikel 5 oder Artikel 17 des vorliegenden Dekrets bestimmt die Regierung im Falle eines städtischen Mobilitätsplans oder der Gemeinderat im Falle eines kommunalen Mobilitätsplans, ob der Planentwurf:

1° den Rahmen bestimmen kann, in dem die Durchführung der einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegenden Entwürfe erlaubt werden kann, gemäß dem Dekret vom 11. September zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region;

2° ein Gebiet, das gemäß den Richtlinien 79/409/EEG des Rates vom 2. April 1979 über die Erhaltung der wildlebenden Vogelarten und 92/43/EEG des Rates vom 21. Mai 1992 zur Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen bestimmt wird, auf bedeutsame Weise beeinträchtigen kann.

Art. 28 - Wenn sie der Meinung ist, dass den in Artikel 27 definierten Hypothesen nicht entsprochen wird, ersucht die Regierung diesbezüglich das Gutachten des Regionalausschusses und des Wallonischen Umweltrats für eine nachhaltige Entwicklung. Die Gutachten betreffen das Vorhandensein von einer der Hypothesen des Artikels 27. Die Gutachten werden der Regierung innerhalb von dreißig Tagen nach der Anforderung übermittelt. In Ermangelung davon werden deren Gutachten außer Acht gelassen. Angesichts der abgegebenen Gutachten bestimmt die Regierung durch einen begründeten Beschluss, ob der Planentwurf nicht Gegenstand eines Berichts über die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt sein muss.

Wenn er der Meinung ist, dass den in Artikel 27 definierten Hypothesen nicht entsprochen wird, beantragt der Gemeinderat diesbezüglich das Gutachten des Beratungsausschusses oder in Ermangelung davon der örtlichen Kommission zur ländlichen Entwicklung. Die Gutachten betreffen das Vorhandensein von einer der Hypothesen des Artikels 27. Die Gutachten werden dem Gemeinderat innerhalb von dreißig Tagen nach der Anforderung übermittelt. In Ermangelung davon werden deren Gutachten außer Acht gelassen. Angesichts der abgegebenen Gutachten bestimmt der Gemeinderat durch einen begründeten Beschluss, ob der Planentwurf nicht Gegenstand eines Berichts über die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt sein muss.

Art. 29 - Wenn einer der in Artikel 27 definierten Hypothesen entsprochen wird, erstellt die Regierung oder der Gemeinderat einen Entwurf zum Inhalt des Berichts über die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in Bezug auf die Durchführung des geplanten Plans, in dem die in der Anlage zum vorliegenden Dekret aufgelisteten Informationen enthalten sind.

Die Regierung legt den Entwurf zum Inhalt des Berichts über die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt und den vorläufig verabschiedeten Planentwurf dem Regionalausschuss sowie dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung zur Begutachtung vor.

Der Gemeinderat legt den Entwurf zum Inhalt des Berichts über die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt und den vorläufig verabschiedeten Planentwurf dem Beratungsausschuss oder gegebenenfalls der örtlichen Kommission zur ländlichen Entwicklung zur Begutachtung vor. Die Gutachten betreffen den Umfang und die Genauigkeit der Informationen, die der Bericht enthalten muss. Die Gutachten werden innerhalb von dreißig Tagen nach der Anforderung der Regierung oder des Gemeinderats. In Ermangelung davon werden diese Gutachten außer Acht gelassen.

Angesichts der über den Entwurf zum Inhalt des Berichts über die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt abgegebenen Gutachten verabschiedet die Regierung oder der Gemeinderat den Inhalt des besagten Berichts, dies unter Berücksichtigung der Informationen, die vernünftig angefordert werden können, der bestehenden Kenntnisse und Bewertungsmethoden, des Genauigkeitsgrads des Plans und der Tatsache, dass einige seiner Aspekte eventuell auf einer anderen plantechischen Ebene, wo die Durchführung der Bewertung im Hinblick auf die Vermeidung deren Wiederholung besser sein kann, zu integrieren sind.

Der Bericht über die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt kann u.a. die nützlichen Auskünfte, die bei früher über Pläne oder Programme durchgeführten und die Umwelt betreffenden Bewertungen erhalten worden sind, als Grundlage haben.

Art. 30 - Wenn der Planentwurf Gegenstand eines Berichts über die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt ist und wenn er sichtliche Auswirkungen auf die Umwelt in einer anderen Region, einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union oder einem anderen Staat, der an dem Übereinkommen von Espoo vom 25. Februar 1991 über die Umweltverträglichkeitsprüfung im grenzüberschreitenden Rahmen beteiligt ist, hat, wird der Planentwurf mit dem Bericht über die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt und den etwaigen Informationen über die grenzüberschreitenden Auswirkungen den zuständigen Behörden dieser anderen Region, dieses anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union oder dieses anderen an dem Übereinkommen von Espoo beteiligten Staates, übermittelt.

Die Regierung bestimmt:

1° die mit der Übermittlung der Dokumente an die in Absatz 1 erwähnten Behörden beauftragten Instanzen;

2° die Modalitäten, gemäß denen die zuständigen Behörden des Staates oder der Region, die beeinträchtigt werden können, an dem Verfahren in Bezug auf die Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt teilnehmen können;

3° die Modalitäten, gemäß denen der Plan, die Umwelterklärung und die abgegebenen Gutachten, die in den Artikeln 6, § 2 oder 18, § 2 des vorliegenden Dekrets erwähnt sind, den in Absatz 1 erwähnten Behörden mitgeteilt werden.

Art. 31 - Wenn der Planentwurf Gegenstand eines Berichts über seine Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt gewesen ist, erstellt die Regierung oder der Gemeinderat parallel zur Verabschiedung des Plans eine Umwelterklärung, in der die Art und Weise, wie die umweltbezogenen Überlegungen in den Plan integriert worden sind und wie der Bericht über die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt, die über den Planentwurf abgegebenen Gutachten, Reklamationen und Bemerkungen berücksichtigt worden sind, sowie die Gründe für die im Plan, so wie er verabschiedet worden ist, unter Berücksichtigung der anderen berücksichtigten vernünftigen Lösungen getroffenen Wahlen zusammengefasst werden.

Die Umwelterklärung wird der Allgemeinheit zur gleichen Zeit wie der verabschiedete Plan gemäß den Bekanntmachungsmodalitäten der Artikel 7 und 20 mitgeteilt.

Wenn sie einen städtischen Mobilitätsplan betrifft, wird sie dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung zusammen mit einer Abschrift des Plans zur Information zugestellt.

TITEL V — Schlussbestimmungen

Art. 32 - Die Gemeinden, die über einen zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets verabschiedeten Mobilitätsplan verfügen, können die in Artikel 23 des vorliegenden Dekrets vorgesehenen Finanzierungsmittel während eines auf die zwei Haushaltsjahre nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets begrenzten Zeitraums in Anspruch nehmen.

Art. 33 - Die bestehenden kommunalen Mobilitätspläne können dem in Artikel 12 definierten kommunalen Mobilitätsplan gleichgestellt werden, wenn der Überwachungsausschuss, dem der Gemeinderat den bestehenden kommunalen Mobilitätsplan vorlegt, ein günstiges Gutachten:

- über die Übereinstimmung des bestehenden kommunalen Mobilitätsplans mit den regionalen Schemen, Plänen und Programmen in Sachen Mobilität, sowie mit dem städtischen Mobilitätsplan, wenn die Gemeinde einem städtischen Mobilitätsgebiet angehört und wenn dieser Plan verabschiedet worden ist,

- über die Qualität des bestehenden kommunalen Mobilitätsplans im Hinblick auf den in Artikel 12 des vorliegenden Dekrets bestimmten Inhalt abgibt.

Innerhalb von sechzig Tagen nach der günstigen Begutachtung durch den Überwachungsausschuss beschließt die Regierung, ob der bestehende kommunale Mobilitätsplan dem in Artikel 12 definierten kommunalen Mobilitätsplan gleichgestellt wird.

Wenn der Ausschuss ein ungünstiges oder bedingtes Gutachten abgibt, kann der Gemeinderat den kommunalen Mobilitätsplan überarbeiten oder ergänzen. Die Regierung kann Zuschüsse für die aufgrund dieser Abänderungen der bestehenden kommunalen Mobilitätspläne notwendigen Studien gewähren.

Art. 34 - Im Wallonischen Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe werden folgende Abänderungen angebracht:

1° in Absatz 1 des Artikels 6 wird der Wortlaut «im vorliegenden Gesetzbuch» durch den Wortlaut «im vorliegenden Gesetzbuch oder durch Dekret» ersetzt;

2° in Artikel 7, § 3, 2° wird der Wortlaut «erbe- und umweltbezogenen» durch den Wortlaut «erbe-, umwelt- und mobilitätbezogenen» ersetzt;

3° in Absatz 1 des Artikels 48 wird der Wortlaut «nach Prüfung des kommunalen Strukturschemas ausgearbeitet, insofern ein solches vorhanden ist» durch den Wortlaut «nach Prüfung des kommunalen Strukturschemas und des kommunalen Mobilitätsplans ausgearbeitet, insofern solche vorhanden sind» ersetzt.

Art. 35 - Die Regierung setzt den Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets fest.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

Namur, den 1. April 2004

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,

J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,

M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,

Th. DETIENNE

Der Minister der Beschäftigung und der Ausbildung,

Ph. COURARD

Note

(1) *Sitzung 2003-2004.*

Dokumente des Rates 649 (2003-2004) Nrn 1 bis 3bis.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 31. März 2004.

Diskussion - Abstimmung.

Anlage

Die Angaben, die in dem Bericht über die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt stehen müssen, enthalten:

- 1° eine Zusammenfassung des Inhalts, eine Beschreibung der Zielsetzungen des Plans sowie dessen Verbindungen mit anderen relevanten Plänen und Programmen;
- 2° die relevanten Aspekte der umweltbezogenen Situation sowie deren mögliche Entwicklung, wenn der Plan nicht durchgeführt wird;
- 3° die umweltbezogenen Merkmale der Gebiete, die auf beachtliche Weise betroffen werden können;
- 4° die mit dem Plan verbundenen umweltbezogenen Probleme, insbesondere diejenigen, die die Gebiete betreffen, die für die Umwelt besonders wichtig sind, so wie diejenigen, die gemäß den Richtlinien 79/409/EWG des Rates vom 2. April 1979 über die Erhaltung der wildlebenden Vogelarten und 92/43/EWG des Rates vom 21. Mai 1992 zur Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen bestimmt werden;
- 5° die relevanten Zielsetzungen in Sachen Umweltschutz und die Art und Weise, wie sie im Rahmen der Erstellung des Plans berücksichtigt werden;
- 6° die möglichen sichtlichen Auswirkungen auf die Umwelt, einschließlich der Auswirkungen auf die biologische Vielfalt, auf die Bevölkerung, die menschliche Gesundheit, die Fauna, die Flora, die Böden, das Wasser, die Luft, die klimatischen Faktoren, die materiellen Güter, das Kulturerbe einschließlich des architektonischen und des archäologischen Erbes, die Landschaften und die Wechselwirkung zwischen diesen Faktoren;
- 7° die zu treffenden Maßnahmen, um jegliche sichtliche negative Auswirkung der Durchführung des Plans auf die Umwelt zu vermeiden, zu verringern und im Rahmen des Möglichen auszugleichen;
- 8° die Vorlegung der möglichen Alternativen, deren Begründung und die Gründe für die getroffenen Wahlen;
- 9° eine Beschreibung der in Betracht gezogenen Bewertungsmethode und der beim Sammeln der erforderlichen Informationen angetroffenen Schwierigkeiten;
- 10° die berücksichtigten Maßnahmen zur Sicherung der Begleitung der Durchführung des Plans;
- 11° eine nicht technische Zusammenfassung der oben erwähnten Informationen.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 1679

[C — 2004/27085]

1 APRIL 2004. — Decreet betreffende de plaatselijke mobiliteit en toegankelijkheid (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Algemeen : doelstellingen en begripsomschrijving

Artikel 1. Dit decreet beoogt :

1° de in de gemeenten en stedelijke mobiliteitsgebieden afgesproken uitwerking van een planningsinstrument om de toegankelijkheid tot de woon- en leefgelegenheden te organiseren en te verbeteren zowel voor personen als voor goederen en dit gelet op de duurzame ontwikkeling;

2° de gecoördineerde uitvoering van de organisatie- of infrastructuurmaatregelen voortvloeiend uit deze planning en hun evaluatie.

Art. 2. In dit decreet wordt verstaan onder :

1° stedelijke agglomeratie : het geheel van de door de Regering bepaalde gemeenten die een coherent gebied vormen in termen van stedelijke verplaatsingen rond Charleroi, La Louvière, Luik, Bergen, Namen, Doornik en Verviers;

2° gewestelijke commissie : de « Commission régionale wallonne de l'Aménagement du Territoire » (Waalse Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening) zoals bepaald bij de artikelen 5 en 6 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

3° adviescommissie : de gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening zoals bepaald bij artikel 7 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

4° plaatselijke commissie van plattelandsontwikkeling : de plaatselijke commissie van plattelandsontwikkeling zoals bepaald in artikel 4 van het decreet van 6 juni 1991 betreffende de plattelandsontwikkeling;

5° « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable » (Waalse Raad voor het Leefmilieu voor Duurzame Ontwikkeling) : de « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable » opgericht overeenkomstig het decreet van 21 april 1994 betreffende de milieuplanning in het kader van de duurzame ontwikkeling;

6° mobiliteitsadviseur : de persoon die voor mobiliteit bevoegd is volgens de door de Regering bepaalde criteria.

TITEL II. — De organisatie van de verplaatsingen, de toegankelijkheid en het parkeren op schaal van de stedelijke agglomeratie

HOOFDSTUK I. — Stedelijk mobiliteitsplan, opvatting- en coördinatie-instrument

Art. 3. § 1. Het stedelijke mobiliteitsplan is een beleidsdocument voor de organisatie en het beheer van de verplaatsingen, het parkeren en de algemene toegankelijkheid op schaal van een stedelijke agglomeratie.

§ 2. Het stedelijke mobiliteitsplan heeft de volgende doelstellingen :

1° de organisatie van de structurerende elementen van de verplaatsingen, het parkeren en de toegankelijkheid tot de woon- en leefgelegenheden op schaal van de stedelijke agglomeratie;

2° de verwezenlijking van een coherente territoriale ontwikkeling inzake mobiliteit, met name door ernaar te streven de toegankelijkheidsprofielen van de beschikbare sites af te stemmen op de mobiliteitsprofielen van de ontwikkelde activiteiten en diensten;

3° de coördinatie van alle actoren die betrokken zijn bij de mobiliteitsproblematiek.

§ 3. Het stedelijke mobiliteitsplan bevat minstens :

1° een diagnose van de mobiliteit in de stedelijke agglomeratie die bestaat met name uit een kaart van de toegankelijkheidsprofielen volgens de verschillende vervoermiddelen voor het geheel van het grondgebied en een voorstelling van de voornaamste belangen en functiestoornissen;

2° de doelstellingen die moeten worden bereikt inzake verplaatsingen van personen en van goederen inzake toegankelijkheid voor elk vervoermiddel alsmede de te garanderen prioriteiten met name door van de op middellange en lange termijn geplande toestand in kaart te brengen;

3° maatregelen om in te spelen op de op het niveau van de stedelijke agglomeratie te bereiken doelstellingen, waarvoor een coördinatie tussen de gemeenten nodig is, wat betreft met name de verkeersveiligheid, de ontwikkeling van een structurerend openbaar vervoernet, de hiërarchische opbouw en de klassering van het verkeersnet, de verwezenlijking van een structurerend fietsnet en de verbetering van de leefomgeving;

4° aanbevelingen over de inrichting van het betrokken grondgebied met het oog op de beperking van het gehele volume verplaatsingen en op het afstemmen van de mobiliteitsprofielen op de nieuwe te ontwikkelen activiteiten met de op de kaart bepaalde toegankelijkheidsprofielen.

§ 4. In voorkomend geval vermeldt het stedelijke mobiliteitsplan de wijzigingen die moeten worden aangebracht in de bestaande gemeentelijke mobiliteitsplannen om de doelstellingen van het stedelijke mobiliteitsplan te verzekeren.

HOOFDSTUK II. — Uitwerking van het stedelijke mobiliteitsplan

Art. 4. § 1. De Regering werkt een stedelijk mobiliteitsplan uit voor elke stedelijke agglomeratie volgens de door haar bepaalde modaliteiten.

§ 2. Het stedelijke mobiliteitsplan wordt uitgewerkt in samenspraak met de gemeenten van de stedelijke agglomeratie die op elk ogenblik de suggesties die ze nodig achten, kunnen formuleren. De gewestelijke commissie wordt regelmatig op de hoogte gebracht van de voortgang van de werken en kan elk ogenblik de suggesties die ze nodig acht, formuleren.

Art. 5. De Regering neemt voorlopig het ontwerp van stedelijk mobiliteitsplan aan en bepaalt overeenkomstig artikel 27 of het planontwerp onderworpen moet worden aan een milieueffectbeoordeling.

Art. 6. § 1. De Regering onderwerpt het ontwerp van het stedelijke mobiliteitsplan alsmede, in voorkomend geval, het milieueffectrapport aan een openbaar onderzoek.

Het openbaar onderzoek wordt in elke gemeente van de stedelijke agglomeratie zowel bij openbare aanplakking als bij bericht in de bladzijden voor plaatselijk nieuws van drie Frans- of Duitstalige dagbladen, al naar gelang aangekondigd. Indien er een gemeentelijke nieuwsbrief of een kosteloos op het gemeentelijk grondgebied verspreid reclameblad bestaat, wordt het bericht daarin opgenomen. Het openbaar onderzoek wordt ook aangekondigd door een bericht dat twee keer wordt uitgezonden door één van de plaatselijke radio's en door minstens een plaatselijke televisie.

Zodra het onderzoek wordt aangekondigd, ligt het ontwerp van het stedelijke mobiliteitsplan vergezeld, in voorkomend geval, van het milieueffectrapport, in de gemeenten van de stedelijke agglomeratie gedurende vijftien dagen ter inzage. De documenten zijn toegankelijk op de werkdagen en minstens één dag tot 20 uur of zaterdagochtend.

Minstens drie informatiezittingen, waaronder één minstens na 19 uur, worden op verschillende plaatsen verspreid over de stedelijke agglomeratie, waaronder één in de centrumstad, georganiseerd.

De begin- en einddatum van het openbaar onderzoek en de plaatsen, dagen en uren van de informatiezittingen worden in de aankondiging vermeld. Het openbaar onderzoek wordt tussen 16 juli en 15 augustus opgeschort.

§ 2. De Regering legt het ontwerp van het stedelijke mobiliteitsplan alsmede, in voorkomend geval, het milieueffectrapport voor advies aan elke van de gemeenten van de stedelijke agglomeratie en aan de gewestelijke commissie voor. Wanneer het plan onderworpen wordt aan een milieueffectrapport, wordt het ontwerp van het stedelijke mobiliteitsplan ook voorgelegd aan de « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable ».

De gemeenten brengen advies uit binnen 45 dagen na de sluiting van het openbaar onderzoek en de gewestelijke commissie en, in voorkomend geval, de « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable », binnen 45 dagen na hun aanhangigmaking; in voorkomend geval wordt aan hun advies voorbijgegaan.

Art. 7. De Regering neemt het stedelijke mobiliteitsplan aan voorzover de meerderheid van de gemeenten van de stedelijke agglomeratie die minstens twee derde van de bevolking vertegenwoordigt, een gunstig advies, vergezeld, in voorkomend geval, van het milieueffectrapport, heeft uitgebracht. Wanneer de Regering afwijkt van het advies van één van de gemeenten van de stedelijke agglomeratie of van het advies van de gewestelijke commissie, is de beslissing met redenen omkleed.

Het plan wordt ter inzage gelegd van het publiek volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten.

HOOFDSTUK III. — *Effecten, uitvoering en opvolging van het stedelijke mobiliteitsplan*

Art. 8. Het stedelijke mobiliteitsplan heeft een indicatieve waarde.

Art. 9. De Regering stelt een jaarlijks verslag op om de doeltreffendheid van het gevoerde beleid te beoordelen door hun resultaten te vergelijken met de bepaalde doelstellingen en met de beschikbare begrotingsmiddelen en om de aanpassingen die, in voorkomend geval, moeten worden aangebracht in het stedelijke mobiliteitsplan en in de gemeentelijke mobiliteitsplannen binnen de stedelijke agglomeratie, te beoordelen.

Dit verslag wordt door de Regering aangenomen en daarna voorgelegd aan de Waalse Gewestraad. Het wordt ter inzage gelegd van het publiek volgens de in artikel 7 bedoelde modaliteiten.

Art. 10. Wanneer het plan het voorwerp heeft uitgemaakt van een milieueffectrapport, vermeldt de Regering de opvolging van de belangrijke milieueffecten voortvloeiend uit de uitvoering van het stedelijke mobiliteitsplan en de eventueel te nemen verbeteringsmaatregelen in het in artikel 9 bedoelde verslag.

Art. 11. § 1. Op grond van het jaarlijkse verslag kan de Regering het stedelijke mobiliteitsplan wijzigen.

Daartoe legt de Regering het planontwerp voor advies voor aan elke van de gemeenten van het mobiliteitsgebied en van de gewestelijke commissie. De gemeenten en de gewestelijke commissie brengen advies uit binnen 45 dagen na de aanvraag; in voorkomend geval wordt hun advies niet in aanmerking genomen.

De Regering neemt het herziene plan aan en legt het ter inzage van het publiek volgens de door haar bepaalde modaliteiten.

§ 2. In afwijking van § 1 zijn de bepalingen tot regeling van de uitvoering van het stedelijke mobiliteitsplan van toepassing op de herziening van een stedelijk mobiliteitsplan wanneer :

- 1° de herziening de wijziging van de overeenkomstig artikel 3, § 3, 2°, bepaalde doelstellingen tot gevolg heeft;
- 2° de herziening impliceert dat aan één van de in artikel 27 bedoelde hypothesen wordt voldaan.

TITEL III. — De organisatie van de verplaatsingen, de toegankelijkheid en het parkeren op schaal van de gemeente

HOOFDSTUK I. — Gemeentelijk mobiliteitsplan, planningsinstrument : begripsomschrijving en inhoud

Art. 12. § 1. Het gemeentelijke mobiliteitsplan is een beleidsdocument voor de organisatie en het beheer van de verplaatsingen, het parkeren en de algemene toegankelijkheid op schaal van een gemeente.

§ 2. In de continuïteit van de doelstellingen van het stedelijke mobiliteitsplan heeft het gemeentelijke mobiliteitsplan, in voorkomend geval, de volgende doelstellingen :

1° de organisatie van de structurerende elementen van de verplaatsingen, het parkeren en de toegankelijkheid tot de woon- en leefgelegenheden op schaal van de gemeente;

2° de verwezenlijking van een coherente territoriale ontwikkeling inzake mobiliteit, met name door ernaar te streven de toegankelijkheidsprofielen van de beschikbare sites af te stemmen op de mobiliteitsprofielen van de ontwikkelde activiteiten en diensten.

§ 3. Het gemeentelijke mobiliteitsplan bevat minstens :

1° een diagnose van de mobiliteit op het gemeentelijke grondgebied, die met name de inzetten en voornaamste functiestoornissen in het licht stellen;

2° de doelstellingen die moeten worden bereikt inzake verplaatsingen van personen en van goederen inzake toegankelijkheid voor elk vervoermiddel alsmede de te garanderen prioriteiten;

3° maatregelen en aanbevelingen waaronder met name :

- maatregelen met het oog op de hiërarchische opbouw en de klassering van het verkeersnet, om een gepaste bewegwijzering te plaatsen en om een complementariteit tussen de verplaatsingsmiddelen zowel voor personen als voor goederen te zoeken;

- maatregelen om de minst verontreinigende verplaatsingsmiddelen te ontwikkelen;

- maatregelen om het aantal verkeersongevallen en de ernst ervan te beperken;

- maatregelen om de verplaatsingen van personen met beperkte beweeglijkheid te vergemakkelijken;

- maatregelen om de kwaliteit van de leefomgeving te verbeteren, met name door een verbetering van de gebruiksvriendelijkheid van de openbare ruimten en door een vermindering van de aan de mobiliteit gebonden hinder;

- maatregelen om de optimale en gecoördineerde planning van de investeringen te verzekeren;

- aanbevelingen over de aanleg van het betrokken grondgebied om het totaalvolume van de verplaatsingen te beperken.

HOOFDSTUK II. — Opvolgingscommissie, erkenningen en toelagen

Art. 13. Voor elk gemeentelijk mobiliteitsplan wordt een commissie, hierna « opvolgingscommissie » genoemd, opgericht, die ermee belast is de gemeenten te begeleiden voor de uitvoering van de gemeentelijke mobiliteitsplannen en advies uit te brengen over de plannenontwerpen.

De commissie bestaat uit :

- een vertegenwoordiger van de administratie bevoegd voor autosnelwegen en wegen;

- een vertegenwoordiger van de administratie bevoegd voor het vervoer;

- een vertegenwoordiger van de administratie bevoegd voor de plaatselijke besturen;

- een vertegenwoordiger van de administratie bevoegd voor ruimtelijke ordening;

- een vertegenwoordiger van de openbare vervoersmaatschappij(en) die de betrokken gemeente bedient(en).

Het secretariaat van de commissie wordt waargenomen door administratie belast met het vervoer.

De commissie kan elke persoon of instelling die ze nodig acht, raadplegen.

Art. 14. De Regering erkent, volgens de door haar bepaalde criteria en procedure, de privaatrechtelijke of publiekrechtelijke natuurlijke of rechtspersonen die belast kunnen worden met de uitwerking of herziening van de gemeentelijke mobiliteitsplannen.

Art. 15. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingen kan de Regering aan de gemeenten toelagen verlenen voor de uitwerking van een gemeentelijk mobiliteitsplan.

§ 2. De Regering bepaalt de voorwaarden betreffende de toekenning van toelagen voor de uitwerking van een gemeentelijk mobiliteitsplan.

HOOFDSTUK III. — *Uitwerking van het gemeentelijke mobiliteitsplan*

Art. 16. § 1. Het gemeentelijke mobiliteitsplan wordt uitgewerkt door de gemeenteraad. Daartoe wijst de gemeenteraad onder de overeenkomstig artikel 14 erkende personen een projectontwerper aan, die hij belast met de uitwerking van het ontwerp van gemeentelijk mobiliteitsplan en met het verslag over de milieueffecten wanneer het krachtens titel 4 van dit decreet wordt vereist.

De gemeenteraad deelt zijn beslissing om het gemeentelijke mobiliteitsplan uit te werken en de aanwijzing van de projectontwerper aan de Regering mede.

§ 2. Het ontwerp van gemeentelijk mobiliteitsplan wordt uitgewerkt na analyse van het gemeentelijke structuurplan wanneer er één bestaat, alsmede plannen van de bestaande schoolverplaatsingen voor de op het grondgebied van de gemeente gelegen scholen.

§ 3. De opvolgingscommissie wordt op de hoogte gebracht van de voorafgaande studies en werkt mee aan de uitwerking van het gemeentelijke mobiliteitsplan. Ze kan elk ogenblik informatie vragen of suggesties die ze nodig acht, formuleren en dit zowel aan de gemeente als aan de projectontwerper.

De gemeenteraad en de adviescommissie of, bij ontstentenis, de plaatselijke commissie van plattelandsontwikkeling worden op de hoogte gebracht van de voorafgaande studies en kunnen elk ogenblik de suggesties die ze nodig achten, formuleren.

§ 4. Een synthese van de diagnose van de mobiliteit alsmede, in voorkomend geval, van de te bereiken doelstellingen wordt bekendgemaakt ofwel in het gemeentelijk bulletin, als het bestaat, ofwel in een huis-aan-huisblad, ofwel in een dagblad dat gratis wordt verspreid in alle brievenbussen van de gemeente.

Art. 17. De gemeenteraad neemt het ontwerp van het gemeentelijke mobiliteitsplan aan en bepaalt overeenkomstig artikel 27 of het planontwerp onderworpen moet worden aan een milieueffectbeoordeling.

Art. 18. § 1. De Regering onderwerpt het ontwerp van het gemeentelijke mobiliteitsplan vergezeld van een niet-technische synthesesnota alsmede, in voorkomend geval, het milieueffectrapport aan een openbaar onderzoek.

Het openbaar onderzoek wordt in elke gemeente van de stedelijke agglomeratie zowel bij openbare aanplakking als bij bericht in de bladzijden voor plaatselijk nieuws van drie Frans- of Duitstalige dagbladen, al naar gelang aangekondigd. Indien er een gemeentelijke nieuwsbrief of een kosteloos op het gemeentelijk grondgebied verspreid reclameblad bestaat, wordt het bericht daarin opgenomen. Het openbaar onderzoek wordt ook aangekondigd door een bericht dat twee keer wordt uitgezonden door één van de plaatselijke radio's en door minstens een plaatselijke televisie.

Zodra het onderzoek wordt aangekondigd, wordt het ontwerp van het stedelijke mobiliteitsplan vergezeld, in voorkomend geval, van het milieueffectrapport, gedurende vijftien dagen in het gemeentebestuur ter inzage ingediend. De documenten zijn toegankelijk op de werkdagen en minstens één dag tot 20 uur of op zaterdagochtend.

Eén of meer informatiezittingen, waaronder één minstens na 19 uur, worden georganiseerd, waarop de mobiliteitsadviseur(s) van de gemeenten wordt(en) uitgenodigd.

De begin- en einddatum van het openbaar onderzoek en de plaatsen, dagen en uren van de informatiezittingen worden in de aankondiging vermeld. Het openbaar onderzoek wordt tussen 16 juli en 15 augustus opgeschort.

§ 2. Het college van burgemeester en schepenen legt het ontwerp van het gemeentelijke mobiliteitsplan, de klachten en opmerkingen van het openbaar onderzoek alsmede, in voorkomend geval, het milieueffectrapport voor advies aan de adviescommissie of, in voorkomend geval, aan de plaatselijke plattelandscommissie voor. Het advies wordt binnen 45 dagen na de aanvraag uitgebracht. Bij ontstentenis wordt de procedure voortgezet.

Het college van burgemeester en schepenen kan het ontwerp van het gemeentelijke mobiliteitsplan ook voor advies voorleggen aan de personen en instellingen die volgens hem moeten worden geraadpleegd. Deze laatste brengen advies uit binnen 45 dagen na de aanvraag. Bij ontstentenis wordt hun advies niet in aanmerking genomen.

Art. 19. Het college legt het ontwerp van het gemeentelijke mobiliteitsplan vergezeld, in voorkomend geval, van het milieueffectrapport, de klachten en opmerkingen van het openbaar onderzoek alsmede van het advies van de adviescommissie of van de plaatselijke plattelandscommissie voor aan de opvolgingscommissie.

Binnen zestig dagen na ontvangst van het plan stuurt de opvolgingscommissie de gemeenteraad een advies waarin in voorkomend geval de bijzondere adviezen van haar leden worden vermeld, over :

1° de overeenstemming van het gemeentelijke mobiliteitsplan met de gewestelijke schema's, plannen en programma's, alsmede met het stedelijke mobiliteitsplan als de gemeente deel uitmaakt van een stedelijk mobiliteitsgebied en als dat plan aangenomen is;

2° de geschiktheid van de maatregelen en aanbevelingen van het gemeentelijke mobiliteitsplan die betrekking hebben op gewestelijke infrastructuren of op diensten van de openbaar vervoersmaatschappijen;

3° de afstemming van het gemeentelijke mobiliteitsplan op de inhoud bepaald in artikel 12 van dit decreet.

De termijn van zestig dagen wordt opgeschort tussen 16 juli en 15 augustus. Bij gebrek aan advies wordt de procedure voortgezet.

Art. 20. Op advies van de opvolgingscommissie, of bij gebrek aan advies binnen de in artikel 19 voorgeschreven termijn, neemt de gemeenteraad het gemeentelijke mobiliteitsplan vergezeld, in voorkomend geval, van het milieueffectrapport aan.

De gemeenteraad motiveert de elementen van het gemeentelijke mobiliteitsplan, die strijdig zouden zijn met de adviezen van de opvolgingscommissie, van de adviescommissie of, bij ontstentenis, van de plaatselijke plattelandscommissie, of van het openbaar onderzoek. Het publiek wordt in kennis gesteld van de aanneming van het plan volgens de wijze bepaald in artikel 112 van de gemeentewet.

Art. 21. § 1. De gemeenteraad stuurt een afschrift van het gemeentelijke mobiliteitsplan ter informatie aan de gewestelijke commissie en aan de opvolgingscommissie.

§ 2. De gemeenteraad stuurt een uitgifte van het gemeentelijke mobiliteitsplan met het dossier aan de Regering.

De Regering kan de beslissing van de gemeenteraad vernietigen bij met redenen omkleed besluit dat binnen zestig dagen na ontvangst van het volledige dossier wordt toegezonden.

Bij met redenen omklede beslissing kan de Regering de termijn met dertig dagen verlengen.

HOOFDSTUK IV. — *Effecten, uitvoering en opvolging van de gemeentelijke plannen*

Art. 22. Het gemeentelijke mobiliteitsplan heeft een indicatieve waarde ten opzichte van de gemeente.

Art. 23. § 1. De Regering kan financiële middelen toekennen aan een gemeente die een gemeentelijk mobiliteitsplan heeft aangenomen, met het oog op het uitvoeren van :

- bijkomende onderzoeken;
- projecten voortvloeiend uit het gemeentelijke mobiliteitsplan.

De Regering bepaalt de categorieën onderzoeken en projecten die gefinancierd zouden kunnen worden, en de financieringsmodaliteiten.

§ 2. De Regering kan volgens de door haar bepaalde modaliteiten een toelage verlenen aan de gemeenten die de gegevens verzamelen die nodig zijn voor de vervaardiging van mobiliteitsindicatoren waarvan ze de lijst bepaalt.

§ 3. Onder de door haar bepaalde voorwaarden kan de Regering een toelage verlenen aan de gemeenten voor de indienstneming of de handhaving van de indienstneming van een mobiliteitsadviseur.

Art. 24. § 1. Jaarlijks stuurt het college van burgemeester en schepenen de gemeenteraad, de opvolgingscommissie en de adviescommissie of, in voorkomend geval, de plaatselijke plattelandscommissie een beoordelingsverslag om de voortgang van het gemeentelijke mobiliteitsplan en de in dat plan aan te brengen eventuele wijzigingen te beoordelen.

De adviescommissie of, in voorkomend geval, de plaatselijke plattelandscommissie en de opvolgingscommissie kunnen elke suggestie die ze nodig achten om het verslag te lezen, aan de gemeenteraad formuleren.

§ 2. Het beoordelingsverslag analyseert minstens één keer per drie jaar de toestand van elk verplaatsingswijze, van het parkeren en van de verkeersveiligheid. Het publiek wordt op de hoogte gebracht van de in artikel 112 van de gemeentewet bedoelde wijzen.

Art. 25. Wanneer het plan het voorwerp heeft uitgemaakt van een milieueffectrapport, vermeldt het beoordelingsverslag de opvolging van de belangrijke milieueffecten voortvloeiend uit de uitvoering van het gemeentelijke mobiliteitsplan en de eventueel te nemen verbeteringsmaatregelen.

Art. 26. § 1. De gemeenteraad kan tot de herziening van het gemeentelijke mobiliteitsplan besluiten, wanneer met name een stedelijk mobiliteitsplan erin voorziet, wanneer het beoordelingsverslag het vereist of op advies van de opvolgingscommissie.

Daartoe neemt de gemeenteraad het advies van de adviescommissie of, in voorkomend geval, van de plaatselijke plattelandscommissie en van de opvolgingscommissie over het ontwerp van het herziene plan. Dit advies wordt uitgebracht binnen 45 dagen na de aanvraag; in voorkomend geval wordt de procedure voortgezet.

De gemeenteraad neemt het herziene plan aan en stuurt er een afschrift van aan de opvolgingscommissie en aan de Regering overeenkomstig artikel 21. Het publiek wordt geïnformeerd overeenkomstig de in artikel 112 van de gemeentewet bedoelde wijzen.

§ 2. In afwijking van § 1 zijn de bepalingen tot regeling van de uitvoering van het gemeentelijke mobiliteitsplan van toepassing op de herziening van een gemeentelijk mobiliteitsplan wanneer :

1° de herziening globaal is of wanneer ze de wijziging van de overeenkomstig artikel 12, § 3, 2°, bepaalde doelstellingen tot gevolg heeft;

2° de herziening impliceert dat aan één van de in artikel 27 bedoelde hypothesen wordt voldaan.

TITEL IV. — *Procedure m.b.t. de beoordeling van de milieueffecten van de stedelijke en gemeentelijke mobiliteitsplannen*

Art. 27. Overeenkomstig artikel 5 of artikel 17 van dit decreet bepaalt de Regering, in geval van een stedelijk mobiliteitsplan, of de gemeenteraad, in geval van een gemeentelijk mobiliteitsplan, of het planontwerp :

1° het kader kan bepalen waarin de uitvoering van de projecten die aan een milieueffectonderzoek worden onderworpen overeenkomstig het decreet van 11 september 1985 tot beoordeling van de milieueffecten in het Waalse Gewest, toegelaten kan worden;

2° een significante impact kan hebben op een gebied aangeduid overeenkomstig richtlijn 74/409/EEG van de Raad van 2 april 1979 inzake het behoud van de vogelstand en richtlijn 92/43/EEG van de Raad van 21 mei 1992 inzake de instandhouding van de natuurlijke habitats en de wilde flora en fauna.

Art. 28. Wanneer ze acht dat aan de in artikel 27 bedoelde hypothesen niet wordt voldaan, vraagt de Regering het advies van de gewestelijke commissie en van de « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable ». De adviezen hebben betrekking op het bestaan van één van de in artikel 27 bedoelde hypothesen. De adviezen worden binnen dertig dagen na de aanvraag aan de Regering medegedeeld. In voorkomend geval wordt hun advies niet in aanmerking genomen. Gezien de uitgebrachte adviezen bepaalt de Regering bij met redenen omklede beslissing of het planontwerp niet het voorwerp moet uitmaken van een milieueffectrapport.

Wanneer hij acht dat aan de in artikel 27 bedoelde hypothesen niet wordt voldaan, vraagt de gemeenteraad het advies van de gewestelijke commissie en van de « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable ». De adviezen hebben betrekking op het bestaan van één van de in artikel 27 bedoelde hypothesen. De adviezen worden binnen dertig dagen na de aanvraag aan de gemeenteraad medegedeeld. In voorkomend geval wordt hun advies niet in aanmerking genomen. Gezien de uitgebrachte adviezen bepaalt de gemeenteraad bij met redenen omklede beslissing of het planontwerp niet het voorwerp moet uitmaken van een verslag over de milieueffecten.

Art. 29. Wanneer één van de in artikel 27 bedoelde hypothese wordt vervuld, werkt de Regering of de gemeenteraad een ontwerp uit over de inhoud van het milieueffectrapport betreffende de uitvoering van het geplande plan dat de in bijlage bij dit decreet bedoelde gegevens bevat.

De Regering legt het ontwerp over de inhoud van het milieueffectrapport en het voorlopig aangenomen planontwerp voor advies voor aan de gewestelijke commissie alsmede aan de « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable ». De gemeenteraad legt het ontwerp over de inhoud van het milieueffectrapport en het voorlopig aangenomen planontwerp voor advies voor aan de gewestelijke commissie of in voorkomend geval aan de plaatselijke plattelandscommissie. De adviezen hebben betrekking op de omvang en de nauwkeurigheid van de gegevens vermeld in het rapport. De adviezen worden binnen dertig dagen na de aanvraag van de Regering of van de gemeenteraad medegedeeld.

In voorkomend geval worden hun adviezen niet in aanmerking genomen.

Ten aanzien van de adviezen uitgebracht over het ontwerp over de inhoud van het milieueffectrapport, bepaalt de Regering of de gemeenteraad de inhoud van het rapport, met inachtneming van de gegevens die redelijk kunnen worden vereist, van de kennis en van de bestaande beoordelingsmethoden, van de precisiegraad van het plan en van het feit dat enkele van zijn aspecten ingevoerd kunnen worden op een ander planologisch niveau waar het beter is de beoordeling te verrichten om een herhaling van deze laatste te voorkomen.

Het milieueffectrapport kan met name gegrond zijn op de nuttige inlichtingen ingewonnen bij milieueffectbeoordelingen die vroeger op plannen of programma's zijn uitgevoerd.

Art. 30. Wanneer het planontwerp het voorwerp uitmaakt van een milieueffectrapport en als het aanzienlijke effecten kan hebben op het milieu van een ander Gewest, van een andere lid-Staat van de Europese Unie of een Staat die partij is bij het Verdrag inzake milieueffectrapportage in grensoverschrijdend verband, opgemaakt te Espoo op 25 februari 1991, wordt het planontwerp samen met het milieueffectrapport en de eventuele gegevens over de grensoverschrijdende effecten overgemaakt aan de bevoegde overheden van het andere Gewest, de andere lid-Staat van de Europese Unie of de andere Staat die partij is bij het Verdrag van Espoo.

De Regering bepaalt :

- 1° welke organen belast zijn met de overdracht van het dossier aan de in het eerste lid bedoelde overheden;
- 2° de voorwaarden waaronder de bevoegde overheden van het betrokken Gewest of de betrokken Staat mogen deelnemen aan de procedure betreffende de milieueffectbeoordeling;
- 3° de wijze waarop het plan, de milieuverklaring en de in de artikelen 6, § 2, of 18, § 2, van dit decreet bedoelde adviezen worden medegedeeld aan de in het eerste lid bedoelde overheden.

Art. 31. Wanneer het planontwerp het voorwerp heeft uitgemaakt van een milieueffectrapport, werkt de Regering of de gemeenteraad, op hetzelfde ogenblik als de aanneming van het plan, een milieuverklaring uit tot samenvatting van de wijze waarop de milieuoverwegingen in het plan zijn ingevoerd en waarop het milieueffectrapport, de adviezen, klachten en opmerkingen over het planontwerp in aanmerking zijn genomen, alsmede de redenen van de keuzen van het aangenomen plan rekening houdende met de andere geplande redelijke oplossingen.

De milieuverklaring wordt op hetzelfde ogenblik als het aangenomen plan ter kennis gebracht van het publiek overeenkomstig de openbaarheidmodaliteiten bedoeld in de artikelen 7 en 20.

Wanneer ze een stedelijk mobiliteitsplan betreft, wordt ze, samen met een afschrift van het plan, ter informatie medegedeeld aan de « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable ».

TITEL V. — Slotbepalingen

Art. 32. De gemeenten die beschikken over een mobiliteitsplan dat op het moment van de inwerkingtreding van dit decreet aangenomen is, kunnen de in artikel 23 van dit decreet bedoelde financieringsmiddelen genieten gedurende een periode beperkt tot 2 begrotingsjaren volgend op de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 33. De bestaande gemeentelijke mobiliteitsplannen kunnen gelijkgesteld worden met het in artikel 12 bepaalde gemeentelijke mobiliteitsplan wanneer de opvolgingscommissie waaraan de gemeenteraad het bestaande gemeentelijke mobiliteitsplan voorlegt, een gunstig advies uitbrengt :

- over de overeenstemming van het bestaande mobiliteitsplan met de gewestelijke schema's, plannen en programma's inzake mobiliteit alsmede met het stedelijke mobiliteitsplan, als de gemeente deel uitmaakt van een stedelijk mobiliteitsgebied en als dat plan aangenomen is;
- over de kwaliteit van het bestaande gemeentelijke mobiliteitsplan ten aanzien van de in artikel 12 van dit decreet bepaalde inhoud.

De Regering beslist of het bestaande gemeentelijke mobiliteitsplan gelijkgesteld wordt met het in artikel 12 bepaalde gemeentelijke mobiliteitsplan binnen zestig dagen na het gunstige advies van de opvolgingscommissie.

Wanneer de commissie een ongunstig of voorwaardelijk advies uitbrengt, kan de gemeenteraad het gemeentelijke mobiliteitsplan herzien of aanvullen. De Regering kan toelagen verlenen voor de onderzoeken die nodig zijn voor de wijzigingen van de bestaande gemeentelijke mobiliteitsplannen.

Art. 34. Het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt gewijzigd als volgt :

- 1° in het eerste lid van artikel 6 worden de woorden « in dit wetboek » vervangen door de woorden « in dit wetboek of in dit decreet »;
- 2° in artikel 7, § 3, 2°, worden de woorden « patrimoniale en milieubelangen » vervangen door de woorden « patrimoniale, milieu- en mobiliteitsbelangen »;
- 3° in het eerste lid van artikel 48 worden de woorden « na analyse van het gemeentelijk structuurplan, indien er één bestaat » vervangen door de woorden « na analyse van het structuurplan en van het gemeentelijke mobiliteitsplan, indien ze bestaan ».

Art. 35. De Regering bepaalt de inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 1 april 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Ph. COURARD

—
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad, 649 (2003-2004) nrs. 1 tot 3bis.

Volledig verslag, openbare vergadering van 31 maart 2004.

Bespreking - Stemming.

—
Bijlage

De gegevens die vermeld moeten staan in het milieueffectrapport hebben betrekking op :

1° een samenvatting van de inhoud, een omschrijving van de doelstellingen van het plan, evenals diens verband met andere relevante plannen en programma's;

2° de relevante aspecten van de milieutoestand, evenals diens vermoedelijke evolutie indien het plan niet ten uitvoer wordt gebracht;

3° de milieukenmerken van de gebieden die op een niet te verwaarlozen wijze getroffen zouden kunnen worden;

4° de milieuproblemen verbonden met het plan, in het bijzonder welke die betrekking hebben op de gebieden die van bijzonder belang zijn voor het milieu zoals de gebieden die aangewezen zijn overeenkomstig richtlijn 74/409/EEG van de Raad van 2 april 1979 inzake het behoud van de vogelstand en richtlijn 92/43/EEG van de Raad van 21 mei 1992 inzake de instandhouding van de natuurlijke habitats en de wilde flora en fauna;

5° de relevante doelstellingen ter zake van de milieubescherming en de wijze waarop zij in overweging worden genomen in het kader van de opstelling van het plan;

6° de vermoedelijke niet te verwaarlozen milieueffecten, met inbegrip van de biologische diversiteit, de bevolking, de menselijke gezondheid, de fauna, de flora, de bodem, het water, de lucht, de klimaatfactoren, de materiële goederen, het cultureel erfgoed daarbij inbegrepen het architectonisch en archeologisch erfgoed, de landschappen en de interacties tussen bedoelde factoren;

7° de maatregelen die ten uitvoer gebracht dienen te worden om de negatieve effecten van de uitvoering van het milieuplan te voorkomen, te verminderen of, voor zover mogelijk, op te heffen;

8° het voorstellen van mogelijke alternatieven en de verantwoording ervan;

9° een omschrijving van de gekozen evaluatiemethode en van de bij de verzameling van de vereiste gegevens opgetreden problemen;

10° de maatregelen die in acht worden genomen om te zorgen voor de opvolging van de tenuitvoerlegging van het plan;

11° een niet-technische samenvatting van bovenbedoelde gegevens.